



**AFRICA CENTER
FOR STRATEGIC STUDIES**

Séminaire des leaders émergents du secteur de la sécurité

PROGRAMME



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DU CESA	3
VISION	3
MISSION	3
MANDAT	3
Séances virtuelles.....	9
Séance 1 : Le contexte sécuritaire en Afrique: Tendances en matière de conflits et mégatendances en matière de sécurité	9
Séance 2 : Terrorisme et dynamique de l'extrémisme violent.....	12
Séance 3 : Dynamique de la criminalité transnationale organisée.....	15
Séance 4 : Menaces pour la sécurité maritime.....	18
Séance 5 : Menaces Cybernétiques	22
Séance 6 : Processus, étapes et éléments de l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale.....	24
Séance 7 : Évaluation des intérêts nationaux, des opportunités, des menaces, des risques et des vulnérabilités.....	26
Séance 8 : Élaboration de la stratégie de sécurité nationale : Approches et réponses	28
Séance 9 : Présentation générale du travail sur l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale ...	30
En présentiel.....	32
Séance 10 : Leadership stratégique et prise de décision.....	32
Séance 11 : État de droit et gouvernance de la sécurité : les relations civilo-militaire	35
Séance 12 : Réponses régionales aux défis de la sécurité	39
Séance 13 : Tirer parti des partenariats externes	42
Séance 14 : Introduction aux institutions américaines : Politique et stratégie de défense des États-Unis en Afrique.....	45

À PROPOS DU CESA

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) sert de forum pour la recherche, les programmes universitaires et l'échange d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique des États-Unis en Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains, assurée par des institutions efficaces et redevables devant leurs citoyens.

La réalisation de la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée, garantie par des institutions africaines qui s'engagent à protéger les citoyens africains, est la motivation principale du CESA. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à des résultats concrets en collaborant avec nos partenaires africains nationaux et régionaux—militaires et civils, gouvernementaux et issus de la société civile. Tous ont un rôle précieux à jouer pour atténuer les facteurs complexes à l'origine des conflits qui secouent aujourd'hui le continent. L'obligation de rendre compte aux citoyens est un élément important de notre vision, car elle renforce l'idée que, pour être efficaces, les institutions de sécurité ne doivent pas seulement être « fortes », mais aussi être attentives aux droits des citoyens et les protéger.

MISSION

Faire progresser la sécurité en Afrique en améliorant la compréhension, en fournissant une plate-forme de dialogue fiable, en construisant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du CESA s'articule autour de la production et de la diffusion de connaissances par le biais de notre recherche, de nos programmes académiques, de nos communications stratégiques et de nos Amicales (communautaires). En nous appuyant sur les expériences pratiques et les leçons tirées des efforts de sécurité sur le continent, nous avons pour objectif de générer des idées et des analyses pertinentes capables d'informer les praticiens et les décideurs politiques sur les défis urgents auxquels ils sont confrontés en matière de sécurité. Conscient que seuls des échanges francs et réfléchis peuvent permettre de relever des défis importants, le Centre propose des plateformes en présentiel et virtuelles où les partenaires peuvent échanger leurs points de vue sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges favorisent les relations qui, à leur tour, sont entretenues au fil du temps par les Amicales (communautaires) du Centre, les communautés d'intérêts, les programmes de suivi et le dialogue permanent entre les participants et le personnel. Ce dialogue, nourri d'expériences concrètes et d'analyses nouvelles, permet de poursuivre l'apprentissage et de catalyser des actions concrètes.

MANDAT

Le CESA est une institution du Département de la Défense des États-Unis établie et financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique et servant de forum pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication, l'échange d'idées et la formation impliquant des participants militaires et civils. (10 U.S.C 342).

Introduction

L'environnement sécuritaire complexe et turbulent en Afrique fait de la nécessité de développer le leadership dans le secteur de la sécurité une question d'urgence et d'importance stratégique. Au-delà de cet environnement sécuritaire en pleine mutation, la multiplication des coups d'État militaires en Afrique appelle à un réexamen de l'état de la gouvernance en matière de sécurité et du rôle des leaders politiques dans la lutte contre les menaces à la sécurité par le biais de stratégies, de politiques et de pratiques centrées sur les personnes. La demande d'un encadrement et d'une formation continue des responsables de la sécurité en Afrique a été reprise par le général de brigade (à la retraite) Daniel K. Frimpong, ancien commandant de l'Académie militaire du Ghana, qui a déclaré que « les bons responsables se développent grâce à un processus sans fin d'auto-apprentissage, d'éducation, de formation et d'expérience ».¹ Dans le Rapport 2021 de l'Union africaine (UA) sur la gouvernance en Afrique, il est reconnu qu'un leadership politique adaptatif, inclusif, responsable et éthique constitue l'un des principaux moteurs de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.² Ce séminaire constitue une plate-forme de collaboration et de résolution de problèmes pour les nouveaux leaders africains du secteur de la sécurité. Il vise à soutenir la prochaine génération de fonctionnaires professionnels et dotés de principes dans le secteur de la sécurité dans leurs efforts pour s'adapter de manière adéquate, et répondre de manière proactive aux défis sécuritaires sans précédent auxquels le continent africain est confronté. Le séminaire leur donne donc l'occasion d'apprendre de leurs pairs et d'autres experts africains en matière de sécurité afin de progresser dans l'acquisition des attributs et des compétences nécessaires à un leadership efficace. Cet apprentissage les aidera à diriger avec empathie pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens en matière de sécurité et de sûreté et à se préparer de manière proactive à faire face aux menaces complexes et évolutives à la sécurité.

Pourquoi réaliser ce programme ?

Les preuves cumulées montrent qu'un programme de formation des cadres bien conçu améliore l'efficacité du leadership. Il existe également un consensus parmi les dirigeants, les universitaires et les praticiens africains quant à l'importance d'un leadership efficace, stratégique et éthique pour l'essor du continent. Vous avez déjà reçu une formation considérable sur le professionnalisme, l'éthique et la prise de décision par le biais de l'éducation militaire formelle et d'expériences non académiques. De plus, le fait que votre gouvernement ou votre institution vous ait désigné pour participer à ce programme témoigne de la haute estime de vos performances passées et de votre potentiel de leadership dans ces domaines. Nous tiendrons compte de ces acquis et nous nous efforcerons de les mettre à profit de manière constructive et utile.

Ce séminaire de deux semaines (une semaine en ligne et une semaine en présentiel) a pour objectif de favoriser la participation des participants à un apprentissage interdisciplinaire entre pairs sur le leadership stratégique et adaptatif, ainsi que sur ses implications pour une gestion efficace des défis de sécurité en Afrique. Cela implique une analyse précise de l'environnement sécuritaire pour la conception et la mise en œuvre des stratégies de sécurité inclusives susceptibles de forger de nouvelles relations civilo-militaires et de renforcer le professionnalisme dans le secteur de la sécurité ; une gestion judicieuse des ressources en matière de sécurité afin de garantir la responsabilité et la

¹ Général de brigade Daniel K. Frimpong, "Appendix Two", Leadership and the Challenges of Command, AFRAM Publications, (Accra : 2003), p. 156.

² Union africaine, "Africa's Governance Futures for the Africa We Want", Rapport 2021 sur la gouvernance en Afrique. <https://au.int/en/documents/20220328/africa-governance-report-2021-africas-governance-futures-africa-we-want>

transparence ; et un partenariat avec les parties prenantes régionales, continentales et internationales afin de faire face collectivement aux menaces à la sécurité transnationales. Les participants examineront ces sujets dans leur propre contexte ainsi que dans des perspectives régionales comparatives. Cela leur permettra de mener une réflexion sur les enseignements tirés dans leur pays, dans les pays voisins, ainsi qu'à l'échelle de l'Afrique et du monde entier.

L'objectif principal du programme est de fournir aux participants des outils et des compétences pratiques et efficaces afin qu'ils puissent contribuer à la sécurité, au développement et à la gouvernance de leur pays. À cette fin, le programme comporte cinq objectifs :

Objectifs du programme

Renforcer la capacité des leaders émergents du secteur de la sécurité à exercer un leadership stratégique et adaptatif en améliorant leur capacité à analyser des menaces complexes, à élaborer des stratégies concrètes et à construire des réseaux de sécurité résilients qui font progresser les intérêts communs des États-Unis et de l'Afrique en matière de sécurité.

1. Améliorer l'analyse stratégique et la prise de décision : renforcer la capacité des participants à évaluer l'évolution des menaces pour la sécurité et à mettre en œuvre des outils de réflexion critique afin d'élaborer des stratégies efficaces et adaptées au contexte.
2. Élaborer des stratégies de sécurité concrètes et adaptées à chaque pays : permettre aux participants de traduire les priorités nationales en plans concrets grâce à l'élaboration guidée de stratégies, à des échanges entre pairs et à un processus d'amélioration itératif.
3. Renforcer les compétences en matière de leadership et de gestion des ressources : Équiper les participants d'approches et d'outils de leadership pour optimiser l'utilisation des ressources, coordonner les institutions gouvernementales et conduire la mise en œuvre des politiques.
4. Promouvoir la résolution collaborative des problèmes et les partenariats : Favoriser un environnement de confiance pour le partage des expériences et des enseignements tirés, tout en renforçant la capacité des participants à tirer parti des partenariats régionaux et internationaux.
5. Appliquer des concepts stratégiques à des scénarios réels : Renforcer l'apprentissage par des exercices pratiques qui mettent les participants au défi de la prise de décision dans des environnements complexes où les ressources sont limitées.

Aperçu du programme

L'atelier du séminaire des leaders émergents du secteur de la sécurité est conçu pour améliorer le leadership stratégique et adaptatif des professionnels émergents du secteur de la sécurité en mettant l'accent sur la pensée critique, la prise de décision éthique et fondée sur des preuves et la gestion efficace des ressources. Le programme se concentre sur l'élaboration de stratégies pratiques, spécifiques à chaque pays, et sur la capacité à répondre efficacement à des environnements de sécurité complexes et changeants. Dispensé sur deux semaines dans un format hybride, le programme combine l'apprentissage conceptuel et l'application pratique. La première semaine, qui se déroule virtuellement, présente les concepts fondamentaux de l'analyse des menaces, de la planification stratégique et de la coordination à l'échelle de l'ensemble du gouvernement. Au cours de cette phase, les participants commencent à élaborer une stratégie de sécurité spécifique à leur pays, en utilisant des outils de réflexion critique pour évaluer les menaces et identifier les priorités réalisables.

La deuxième semaine, qui se déroule en présentiel à la National Defense University à Washington, D.C., permet d'approfondir l'application de ces concepts grâce à des séminaires interactifs, à l'apprentissage par les pairs et à un Exercice de Synthèse. Cette simulation amène les participants à prendre des décisions stratégiques dans des scénarios réalistes où les ressources sont limitées, ce qui renforce leur capacité à diriger, à collaborer et à réagir efficacement en situation de pression. Le programme est organisé en trois modules interdépendants et se renforçant mutuellement : (1) l'analyse des menaces à la sécurité ; (2) l'élaboration de réponses nationales aux défis en matière de sécurité ; et (3) le renforcement des partenariats régionaux et internationaux. À travers ces modules, les participants explorent les menaces et les opportunités émergentes tout en affinant leurs approches de leadership afin d'obtenir des résultats durables en matière de sécurité et d'améliorer la sécurité des citoyens.

Les sujets sont présentés lors de séances plénières par un intervenant invité ou un panel d'experts, suivies de séances de groupes de discussion. Les groupes de discussion seront animés par des animateurs hautement qualifiés et expérimentés. Le rôle d'un animateur n'est pas de faire la leçon ou d'insister sur des solutions « correctes », mais de créer un environnement propice à un dialogue franc et au partage d'expériences. Profitez de l'expertise et de l'expérience des animateurs, mais n'hésitez pas à les remettre en question.

Approche académique

Étant donné que les participants n'ont pas tous le même niveau d'expérience et de compréhension des menaces à la sécurité, ni le même niveau de réponse à ces menaces, ce séminaire cherchera à tirer des leçons importantes et des bonnes pratiques à travers :

- Le contenu pédagogique de ce programme met l'accent sur l'analyse fondée sur des données factuelles et étayée par des exemples concrets, tout en accordant moins d'importance à la théorie.
- Des séances plénières animées par des experts chevronnés dans le domaine concerné, axées sur l'apprentissage collaboratif et bidirectionnel par opposition à l'apprentissage unidirectionnel traditionnel en classe.
- Des discussions en petits groupes qui offrent une plate-forme de confiance permettant aux participants de partager leurs expériences et les leçons apprises et de privilégier l'apprentissage entre pairs et le travail d'équipe, les participants faisant office d'experts du contexte de leur pays et de leur région.
- Un exercice de simulation basé sur des scénarios qui permet aux participants de mettre en pratique des concepts clés, d'améliorer leurs compétences en matière de prise de décision et de résolution de problèmes, et de travailler en collaboration pour appliquer des connaissances fondées sur des données probantes à des défis du monde réel.

Le séminaire se déroulera en anglais et en français. Une politique de stricte non-attribution s'appliquera pendant les séances des groupes de discussion ainsi que pendant la partie questions-réponses des séances plénières. Les séances plénières seront enregistrées et mises en ligne sur le site du CESA à la fin du programme.

Matériel académique

Le CESA utilise des outils académiques pour promouvoir un dialogue franc et ouvert sur des questions critiques et pour jeter les bases du développement d'un réseau efficace de pairs. Pour

faciliter nos discussions, nous avons fourni ce programme académique et les lectures recommandées. Nous vous invitons à examiner d'un œil critique les analyses et le contenu de tous les documents fournis. À cet égard, les lectures sont destinées à favoriser un dialogue sain sur les défis de sécurité examinés, ce qui, à son tour, vous permettra de forger des stratégies réalistes et efficaces pour relever ces défis.

Comme pour tous les programmes académiques du CESA, ce séminaire sera conduit selon une politique stricte de non-attribution, qui est contraignante pendant et après le séminaire. Nous vous encourageons à partager avec vos collègues les enseignements que vous tirez de ce séminaire, mais sans citer les commentaires spécifiques de vos collègues participants. Nous espérons que cela vous permettra d'aborder librement les questions sensibles en cours de discussion. Les opinions exprimées dans les lectures, les études de cas et les présentations ne représentent pas la politique ou la position officielle de la National Defense University, du Département de la Guerre ou du gouvernement américain. Toute la documentation du programme sera publiée sur le site web du CESA.

Le Programme

Ce programme est un document éducatif destiné à exposer les participants à diverses perspectives et à les aider à tirer pleinement parti du programme. Ce programme fournit une vue d'ensemble du matériel académique et des questions politiques clés sur le leadership stratégique dans le secteur de la sécurité en Afrique. Le document est organisé de manière séquentielle pour guider les participants à travers les trois modules du programme. Le programme prévoit une brève introduction pour chaque séance plénière, avec des questions à débattre auxquelles doivent répondre les participants du groupe de discussion. Nous vous proposons une sélection de lectures destinées à préparer les participants aux séances plénières et aux groupes de discussion et qui doivent être lues avant les séances pour lesquelles elles sont indiquées. Nous reconnaissons que le programme couvre plus de questions et de matériaux qu'il n'est possible d'en discuter suffisamment dans le temps imparti. Nous espérons que vous utiliserez ces documents comme ressources même après la fin du programme.

Nous vous invitons à nous faire part de vos questions et suggestions concernant le matériel et le séminaire, car cela nous permettra d'améliorer la qualité de nos programmes. L'expertise et les connaissances sur ces sujets proviennent en grande partie de vous, les participants. Nous vous encourageons à lire les documents assignés, à participer activement à vos groupes de discussion et à partager librement vos expériences et vos connaissances. Le contenu de ce programme ne reflète pas les opinions ni la position officielle du Département de la Guerre ou du gouvernement américain.

Ce programme devrait continuer à porter ses fruits une fois que vous serez rentré chez vous. Les discussions et les documents écrits, ainsi que les amitiés nouées au cours des deux semaines à venir, devraient vous aider à relever les défis souvent imprévisibles auxquels vous serez confrontés dans vos milieux professionnels.

Préparation du séminaire

Avant la semaine virtuelle et la première semaine en présentiel du séminaire, nous vous prions de :

1. Survoler ce programme.
2. Passer en revue les séances virtuelles et en présentielles du programme et lire les

lectures recommandées.

3. Consacrer un peu de temps à réfléchir aux questions de discussion en présentiel et à vos expériences professionnelles que vous pourriez partager dans les groupes de discussion.
4. Être prêt à participer à des groupes de discussion et à apprendre des autres participants.

Séances virtuelles

Séance 1 : Le contexte sécuritaire en Afrique: Tendances en matière de conflits et mégatendances en matière de sécurité

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Analyser les principales mégatendances qui façonnent l'environnement sécuritaire de l'Afrique, y compris le changement démographique, l'urbanisation, le progrès technologique et les risques de santé publique.
- Évaluer les implications de ces mégatendances pour la gouvernance et le leadership en matière de sécurité.
- Examiner les moteurs et l'évolution des conflits violents en Afrique et leur relation avec des tendances structurelles plus larges.
- Explorer les implications stratégiques de ces dynamiques pour les réponses nationales, régionales et internationales en matière de sécurité.

Contexte :

Le terme « mégatendances » a été largement popularisé par John Naisbitt, un politologue qui a publié en 1982 un best-seller sur les tendances qui transforment nos vies. Il existe de nombreuses variantes de la définition, mais pour la simplifier, les mégatendances sont des « forces motrices à long terme qui sont observables aujourd'hui et qui auront très probablement un impact mondial ». ³ Souvent utilisées dans le cadre de prévisions, elles peuvent éclairer les décisions politiques visant à réaliser l'avenir souhaité.

Parmi les principales mégatendances observées en Afrique, on peut citer :

- La croissance démographique : Alors que tous les autres continents verront leur population diminuer d'ici 2100, celle de l'Afrique triplera au cours de la même période. ⁴ La population étant estimée à 1,4 milliard d'habitants en 2022, cela représente plus de 4 milliards de personnes. ⁵ Cette situation s'explique en partie par la « poussée démographique des jeunes » actuelle, puisque 77 % de la population a moins de 35 ans. ⁶
- L'urbanisation : D'ici 2050, plus de 60 % de la population africaine vivra dans les villes. ⁷

³ Commission européenne, "The Megatrends Hub," 28 novembre 2022, https://knowledge4policy.ec.europa.eu/foresight/tool/megatrends-hub_en

⁴ Yomi Kazeem, "Africa's Population Will Triple by the End of the Century Even as the Rest of the World Shrinks," *World Economic Forum*, 23 Juillet 2020. <https://www.weforum.org/agenda/2020/07/africa-population-triple/#:~:text=Every%20global%20region%20could%20see%20their%20populations%20decline,or%20faster%20than%20birth%20rates%20in%20several%20countries.>

⁵ Statista, "Total Population of Africa from 2000 to 2030," 2024. <https://www.statista.com/statistics/1224168/total-population-of-africa/>

⁶ Bandar Hajar, "The Children's Continent: Keeping Up With Africa's Growth", *Forum économique mondial*, 13 janvier 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/01/the-children-s-continent/>

⁷ Aimée-Noël Mbiyozo, "Climate Change will Strain Africa's Already Congested Cities," *Institut d'études sur la sécurité*, 20 Octobre 2021. <https://issafrica.org/iss-today/climate-change-will-strain-africas-already-congested-cities>

- Technologie habilitante : La numérisation accrue et l'infrastructure technologique transforment le travail et la production, tout en permettant de relier les gens entre eux et avec la communauté internationale.⁸
- L'émergence d'une classe moyenne : Si la croissance économique se poursuit, on assistera à l'émergence d'une classe moyenne jeune, entreprenante et maîtrisant les technologies.⁹
- Les pandémies : Alors que le monde devient de plus en plus interconnecté et en l'absence de progrès adéquats en matière de prévention, les maladies infectieuses peuvent se propager rapidement d'un pays à l'autre.

Ces tendances sont inévitables, mais leurs résultats dépendront des stratégies et des réponses politiques des dirigeants africains. Les gouvernements africains n'ont d'autre choix que de planifier de manière proactive ces mégatendances et d'y répondre afin d'atténuer les défis anticipés et d'exploiter les opportunités potentielles.¹⁰ Les grandes tendances auront des répercussions profondes sur les résultats en matière de sécurité ainsi que sur la manière dont celle-ci est planifiée, gérée et assurée pour les citoyens. Ces tendances offrent aux gouvernements africains de nouvelles occasions de réexaminer leurs politiques, leurs capacités et leurs institutions existantes en matière de sécurité afin de mieux répondre à ces menaces complexes et de renforcer la confiance des citoyens en les associant à la gouvernance en matière de sécurité et à l'élaboration des stratégies.¹¹ Pour répondre efficacement à ces tendances, il est nécessaire de coordonner les efforts et de collaborer entre les différentes agences gouvernementales et les États-nations ; de mettre en place des réponses et des mécanismes politiques flexibles, agiles, itératifs et adaptatifs ; de tirer parti des partenariats externes ; et de développer des capacités de prospective. Comme ces tendances se renforcent mutuellement et ne peuvent être traitées isolément, les pays africains (et leurs partenaires extérieurs) doivent réfléchir stratégiquement à la manière de les aborder par le biais de politiques et de stratégies nationales, régionales et continentales qui soient réalisables, proactives, créatives, coordonnées et globales.

Les mégatendances sont également étroitement liées aux schémas de conflits violents observés sur le continent. Ces dernières années, l'Afrique a connu une augmentation de la fréquence et de la complexité des conflits, notamment la propagation de groupes extrémistes violents et des guerres civiles persistantes dans des régions telles que le Sahel, l'Afrique de l'Ouest côtière, le nord du Mozambique, la Somalie et des pays comme le Soudan et la Libye. La nature des conflits a évolué, avec une augmentation de la violence contre les civils, une plus grande implication des groupes armés non étatiques et une fragmentation des mouvements armés, souvent motivés par des pressions démographiques, des problèmes de gouvernance, l'exclusion sociale et la concurrence pour les ressources. Pour faire face à ces dynamiques, il faut des réponses intégrées et tournées vers l'avenir, qui combinent les efforts en matière de diplomatie, de défense et de développement, renforcent la coordination entre les institutions et les régions, et mettent l'accent sur le leadership

⁸ Njuguna Ndung'u et Landry Signé, "The Fourth Industrial Revolution and Digitization will Transform Africa into a Global Powerhouse," *Brookings*, 8 janvier 2020. <https://www.brookings.edu/articles/the-fourth-industrial-revolution-and-digitization-will-transform-africa-into-a-global-powerhouse/>

⁹ Nafisa Akabor, "The Rise Of African Tech Hubs: How They Are Becoming The Silicon Valleys Of The Continent", *CNBCAfrica*, 2 novembre 2023, <https://www.cnbcfrance.com/2023/the-rise-of-african-tech-hubs-how-they-are-becoming-the-silicon-valleys-of-the-continent/>

¹⁰ Olli Ruohomäki, "Africa Megatrends: Looking over the horizon into the future". *Document d'information de la FIIA 305*. Institut finlandais des affaires internationales, 2021. https://www.fiaa.fi/wp-content/uploads/2021/03/bp305_african-megatrends.pdf

¹¹ Luka Kuol et Joel Amegboh, "Rethinking National Security Strategies in Africa." *Journal of International Relations and Diplomacy*, Vol. 9 (1) : 1-17, 2021. <http://www.davidpublisher.com/Public/uploads/Contribute/60a72058556ba.pdf>

stratégique et la planification à long terme afin de renforcer la résilience et d'améliorer les résultats en matière de sécurité.

Questions de discussion :

- Quelles sont les mégatendances les plus marquantes dans votre pays ou votre sous-région, et comment influencent-elles le contexte sécuritaire ?
- Comment les mégatendances et la dynamique des conflits interagissent-elles dans votre pays ou sous-région ?
- Quel rôle le leadership peut-il jouer pour relever ces défis, et comment les citoyens peuvent-ils contribuer à améliorer la sécurité ?
- Comment les institutions et les mécanismes de sécurité régionale devraient-ils répondre à l'évolution du lien entre les mégatendances et les conflits ?
- Quelle est l'influence des acteurs internationaux sur ces tendances et comment cela affecte-t-il la sécurité sur le continent ?

Lectures recommandées :

Raymond Gilpin, "Unpacking the Implications of Future Trends for Security in Africa." Brookings 2020. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/02/03/unpacking-the-implications-of-future-trends-for-security-in-africa/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Les tendances en matière de sécurité en Afrique en 2024 en 10 graphiques ». Infographie. Washington : Le CESA. 17 décembre 2024. <https://africacenter.org/fr/spotlight/tendances-afrique-2024/>

Matthias Basedau, Charlotte Heyl et Eckart Woertz, 2021. "Population Growth and Security in Africa: Myth or Underestimated Risk?" Institut allemand d'études globales et régionales, Hambourg. 14 janvier 2021. https://assets.ctfassets.net/jlhgjubhhjuo/4NjHjVvw3biOA3lQ5vHIz/2c19465df7f608cf3b2e2cc8ef033046/GIGA_Population_Growth_Security_in_Africa_PDF.pdf

Kristian Hoelscher, Nick Dorward, Sean Fox, Taibat Lawanson Jeffrey Paller et Melanie Phillips. "Urbanization and Political Change in Africa." *African Affairs*, 122 (488) : 353-376. 2023. <https://academic.oup.com/afraf/article/122/488/353/7233788>

Velomahanina Razakamaharavo. "Implications of Emerging Technologies on Peace and Security in Africa". *Moniteur des conflits et de la résilience*. Accord. 2, 2021. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/implications-of-emerging-technologies-on-peace-and-security-in-africa/>

Guy Lamb. 2023. "Revisiting Human Security in Africa in the Post-Covid-19 Era". Document de politique générale n° 86. Afrobaromètre. Février 2023. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/02/PP86-Revisiting-human-security-in-Africa-in-the-post-COVID-era-Afrobarometer-policy-paper-20feb23-1.pdf>

Laura Kokko, « L'Afrique de l'avenir : les tendances clés d'ici à 2025 », dans *L'Afrique : un continent sur la voie de l'intégration*. Centre Universitaire Francophone, p. 173-193. 2018. http://acta.bibl.u-szeged.hu/63619/1/010_francophone.pdf#page=173

Séance 2 : Terrorisme et dynamique de l'extrémisme violent

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Analyser les principaux moteurs et les conditions sous-jacentes qui contribuent à l'émergence, à la prolifération et à la persistance des organisations terroristes.
- Évaluer les stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme, y compris les approches fondées sur la sécurité (« hard ») et celles axées sur la prévention (« soft »), et identifier les enseignements tirés.
- Examiner le rôle du leadership stratégique dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent, y compris les responsabilités et la coordination des acteurs de la sécurité nationale et locale dans la mise en œuvre des cadres de lutte contre le terrorisme.

Contexte :

Le terrorisme et l'extrémisme violent restent l'un des défis les plus pressants pour la paix et la sécurité en Afrique. Malgré les sacrifices extraordinaires consentis par les pays africains et leurs partenaires internationaux, notamment en termes de vies humaines, de ressources et de volonté politique, les organisations terroristes continuent de faire preuve de résilience et d'adaptabilité. Même dans des contextes où ces groupes sont considérés comme vaincus ou considérablement affaiblis, ils constituent toujours une menace sérieuse et évolutive.

L'endurance et l'expansion des groupes terroristes sont particulièrement frappantes compte tenu du décalage entre leurs idéologies violentes et les populations qu'ils prétendent représenter. Les faits montrent régulièrement que la grande majorité des Africains rejettent le terrorisme. Pourtant, les groupes affiliés à Al-Qaïda, à l'État islamique et à d'autres réseaux terroristes continuent de recruter des membres et d'obtenir des financements en exploitant les vulnérabilités structurelles telles que la faible gouvernance, l'exclusion politique et les conflits locaux non résolus. Dans certains contextes, les organisations terroristes se sont implantées en exerçant un contrôle territorial et en se positionnant comme des autorités alternatives. Par exemple, des groupes comme Al-Shabaab ont assuré une gouvernance de base et des services sociaux limités dans certaines parties de la Somalie, renforçant ainsi leur influence locale. Dans d'autres régions où ils ne contrôlent pas le territoire, les groupes terroristes alimentent l'instabilité en exacerbant les tensions intercommunautaires, en aggravant les crises politiques et en tirant parti des revendications socio-économiques. Leur propagation dans le Sahel, les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, le bassin du lac Tchad, l'est de la République démocratique du Congo, le nord du Mozambique et l'Afrique de l'Est montre que leur force ne réside pas seulement dans la violence, mais aussi dans leur capacité à s'intégrer dans des systèmes locaux fragiles et à exploiter les lacunes en matière de gouvernance.

Pour faire face à l'évolution de la dynamique du terrorisme, il faut réévaluer de manière critique les approches antiterroristes existantes. Les décideurs et les praticiens africains reconnaissent de plus en plus que les réponses efficaces doivent aller au-delà des mesures purement sécuritaires. Les stratégies centrées sur la population, qui donnent la priorité à l'engagement communautaire, à l'instauration d'un climat de confiance et à une gouvernance inclusive, sont de plus en plus considérées comme des composantes essentielles d'une lutte antiterroriste durable. Cela implique une coopération plus étroite entre les forces de sécurité et les acteurs locaux tels que les chefs

traditionnels, les prestataires de services, les organisations de la société civile et les groupes communautaires. En fin de compte, la lutte efficace contre le terrorisme exige une approche équilibrée qui intègre les efforts militaires et de maintien de l'ordre avec des initiatives plus larges visant à renforcer la gouvernance, à répondre aux griefs et à construire des communautés résilientes. Ces approches communautaires sont désormais largement considérées comme une nécessité stratégique pour faire face à la nature complexe et adaptative des menaces terroristes.

Questions de discussion :

- Quels groupes terroristes sont actifs dans votre pays et votre région ? Comment ces organisations ont-elles affecté l'environnement sécuritaire dans lequel vous travaillez ?
- Quelles sont les principales faiblesses ou lacunes des réponses antiterroristes actuelles dans votre pays ou votre région ?
- Quelles mesures concrètes et pratiques les pays africains peuvent-ils prendre, tant au niveau national que régional et international, pour mieux lutter contre les groupes terroristes sur le continent ?
- Quel devrait être le rôle des leaders stratégiques et des responsables du secteur de la sécurité dans la lutte contre le terrorisme ?

Lectures recommandées :

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « En Afrique, les groupes islamistes militants maintiennent un rythme soutenu de létalité. » Infographie. Washington : Le CESA. 18 février 2025. <https://africacenter.org/fr/spotlight/mig2025-groupes-islamistes-militants-in-africa/>

Anouar Boukhars. "Thwarting Nascent Insurgencies in Coastal West Africa." Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO) West African Papers n° 44. Octobre 2024. https://www.oecd.org/en/publications/thwarting-nascent-insurgencies-in-coastal-west-africa_25885e9c-en.html

Daniel Eizenga et Amandine Gnanguênon, « Recadrer la réponse des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest à l'extrémisme violent. » Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Briefing sur la sécurité en Afrique, n° 43, 22 juillet 2024. <https://africacenter.org/fr/publication/asb43fr-recadrer-reponse-afrique-ouest-cotiere-extremisme-violent/>

Wendy Williams « Récupérer les revenus d'al Shabaab. » Éclairage. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. 27 mars 2023. <https://africacenter.org/fr/spotlight/recuperer-les-revenus-dal-shabaab/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Le renforcement des liens entre Al Shabaab et les Houthis aggrave les menaces pesant sur la sécurité dans la région de la mer Rouge », Centre d'études stratégiques de l'Afrique. 28 mai 2025. <https://africacenter.org/fr/spotlight/al-shabaab-houthi-securite-mer-rouge/>

Daisy Muibu et Yayedior Mbengue "Somalia at a Crossroads: Resurgent Insurgents, Fragmented Politics, and the Uncertain Future of AUSSOM." Combating Terrorism Center (CTC) Sentinel. Mai 2025. <https://ctc.westpoint.edu/somalia-at-a-crossroads-resurgent-insurgents-fragmented-politics-and-the-uncertain-future-of-aussom/>

Daisy Muibu "Somalia's Offensive Against al-Shabaab: Taking Stock of Obstacles." Combating Terrorism Center (CTC) Sentinel. Février 2024. <https://ctc.westpoint.edu/somalias-stalled->

[offensive-against-al-shabaab-taking-stock-of-obstacles/](#)

Daisy Muibu “Islamic State in Somalia: A Global Threat and Efforts to Counter the Militants”
Séance d’information Institut de Politique Orion 6 mars 2025 <https://orionpolicy.org/islamic-state-in-somalia-a-global-threat-and-efforts-to-counter-the-militants/>

Journey to Extremism in Africa: Pathways to Recruitment and Disengagement. PNUD. Février 2023. <https://journey-to-extremism.undp.org/content/v2/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2023-english.pdf>

Séance plénière 3 : Dynamique de la criminalité transnationale organisée

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Décrire les tendances et les niveaux des diverses formes de criminalité transnationale organisée et des réseaux criminels pertinents opérant en Afrique.
- Comprendre les moteurs de la criminalité transnationale organisée en Afrique, ainsi que ses conséquences sur la gouvernance, la stabilité et le développement économique.
- Évaluer les mérites des éléments potentiels de la réponse de l'État à la criminalité transnationale organisée, surtout le rôle des dirigeants du secteur de la sécurité dans la promotion d'approches centrées sur les citoyens/communautés, la coopération inter-agences et la collaboration régionale.

Contexte :

La criminalité transnationale organisée (CTO) est un problème de sécurité croissant en Afrique. Il existe de nombreuses formes de CTO en Afrique, perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques ayant des liens plus ou moins étroits. La traite des êtres humains, le trafic d'armes et la criminalité liée aux ressources non renouvelables sont les trois marchés criminels les plus répandus. Dans l'ensemble, la pandémie de COVID-19 a renforcé la capacité des acteurs étatiques qui facilitent la CTO à le faire avec des mesures moins restrictives en matière de gouvernance responsable.¹² De plus, la CTO et l'instabilité politique continuent de se renforcer mutuellement, et les éléments commerciaux, criminels et corrompus de la CTO favorisent l'émergence d'une économie politique parallèle qui sape le développement économique et la légitimité de l'État.¹³

Il n'existe pas de définition unique de la criminalité organisée, mais la Convention de Palerme des Nations Unies – que la plupart des pays africains ont ratifiée – définit les « groupes criminels organisés » comme étant trois personnes ou plus, existant depuis un certain temps, qui agissent ensemble dans le but de commettre au moins un crime passible de quatre ans d'emprisonnement. La CTO s'engage à obtenir un avantage financier/matériel direct ou indirect.¹⁴ La criminalité organisée est transnationale lorsque les activités et leurs effets dépassent les frontières nationales. L'élaboration de réponses peut s'avérer difficile, car certains États sont mal équipés pour contrer et prévenir les activités des réseaux criminels ou ont certains responsables de haut niveau qui ne sont pas politiquement disposés à combattre les crimes dont ils bénéficient. La coordination des institutions de sécurité, de justice et autres aux niveaux inter-agences, transfrontalier et infranational est justifiée, mais intrinsèquement complexe.

Les acteurs du secteur de la sécurité dans les États africains sont bien conscients des défis que représente la lutte contre les CTO, mais ils sont également confrontés à la tâche difficile de concevoir

¹² Initiative mondiale de lutte contre la criminalité transnationale organisée, "Africa Organized Crime Index 2021: Evolution of Crime in a Covid World," <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/11/ENACT-Organised-Crime-Index-2021.pdf>

¹³ Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. 2015. *Illicit Financial Flows: Report of the High Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa*. Addis Abeba, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. <http://hdl.handle.net/10855/22695>

¹⁴ Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant, <https://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCebook-e.pdf>

des réponses adaptées aux contextes locaux. Les cadres d'économie politique peuvent aider les dirigeants émergents à comprendre par où commencer. L'économie politique est « l'étude des décisions rationnelles dans le contexte des institutions politiques et économiques », qui incitent les différents acteurs à se comporter d'une certaine manière.¹⁵ Adopter une approche d'économie politique implique de comprendre qui sont les différents acteurs, d'identifier les stratégies qu'ils peuvent adopter en fonction des marchés criminels et des vulnérabilités des États africains, et d'évaluer comment les facteurs de résilience peuvent modifier les incitations des acteurs de la criminalité organisée à poursuivre la CTO dans des endroits particuliers. De nombreux facteurs influencent les motivations qui poussent les individus à participer à ces économies illicites. Les principaux sont la disponibilité de moyens de subsistance alternatifs, le degré de légitimité de l'État et de ses lois, et la manière dont la transparence et la responsabilité des secteurs de la sécurité et de la justice influent sur cette légitimité.

Un exemple de cadre d'économie politique est l'indice de criminalité organisée du consortium ENACT (publié en 2019, à nouveau en 2021 et mis à jour en 2023).¹⁶ Il examine le rôle de cinq acteurs criminels principaux : les acteurs étatiques, les réseaux criminels, les acteurs étrangers, les acteurs mafieux et les acteurs du secteur privé, et suit la présence et l'intensité de quinze marchés criminels différents dans tous les pays d'Afrique. L'indice fait état d'une augmentation considérable de la CTO au cours de cette période, les acteurs liés à l'État jouant un rôle clé dans la facilitation de ces activités. Pour influencer les réponses des États aux CTO, l'Indice analyse douze facteurs affectant la résilience aux CTO : leadership politique et gouvernance, transparence et responsabilité du gouvernement, coopération internationale, politiques et lois nationales, capacité judiciaire, capacité des forces de police, lutte contre le blanchiment d'argent, capacité de régulation économique, soutien aux victimes et aux témoins, la prévention, l'implication des acteurs non étatiques dans la réponse, et l'intégrité territoriale.¹⁷

En conclusion, l'étude ENACT conclut que les initiatives les plus efficaces pour lutter contre la CTO sont susceptibles de s'appuyer sur des mesures de sécurité s'inscrivant dans le cadre d'efforts plus larges visant à s'attaquer aux facteurs liés au développement et à la gouvernance qui sont à l'origine de la criminalité organisée. En particulier, l'indice 2023 apporte des preuves empiriques, sur les cinq dernières années, du « rôle crucial que jouent l'état de droit, des mécanismes de responsabilité et une société civile transparente dans la lutte contre la criminalité organisée ».¹⁸

Questions de discussion :

- Dans quelle mesure la criminalité transnationale organisée est-elle une préoccupation en matière de sécurité dans votre pays/région, et quels types d'acteurs criminels et de marchés criminels sont impliqués ?
- Quelles sont les formes de criminalité organisée qui ont le plus d'impact sur la sécurité et la gouvernance dans votre pays ou votre région ? Pourquoi ?

¹⁵ Allan Drazen, *Political Economy in Macroeconomics* (Princeton University Press, 2000), p. 4, reprenant James Alt & Kenneth Shepsle, eds. *Perspectives on Political Economy* (Cambridge University Press, 1990).

¹⁶ Initiative mondiale de lutte contre la criminalité transnationale organisée, *Indice ENACT 2021 de la criminalité organisée dans le monde 2021*, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/GITOC-Global-Organized-Crime-Index-2021.pdf>; *Indice ENACT sur la criminalité organisée en Afrique 2019*, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-09-24-oc-index-2019.pdf>

¹⁷ *Indice de la criminalité organisée en Afrique de 2019*, op.cit.

¹⁸ Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, *Indice ENACT de la criminalité organisée mondiale 2023*, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/GITOC-Global-Organized-Crime-Index-2023.pdf>, p.8.

- Quels sont les facteurs qui permettent à la criminalité transnationale organisée de prospérer dans votre pays/région ? Dans quelle mesure les questions de développement, de gouvernance et d'État de droit sont-elles liées à la criminalité transnationale organisée ?
- Quelles mesures sont actuellement mises en œuvre dans votre pays ou votre région pour lutter contre la criminalité organisée transnationale et la prévenir ? Tiennent-elles compte des douze facteurs de résilience mentionnés dans l'indice ENACT sur la criminalité organisée ?
- Quels rôles les acteurs du secteur de la sécurité peuvent-ils jouer dans la réponse à la criminalité transnationale organisée aux niveaux transfrontalier, inter-agences, national et infranational ?

Lectures recommandées :

Catherine Lena Kelly, « [Coordonner les réponses de sécurité et de justice à la criminalité transnationale organisée](#), » Centre d'études stratégiques de l'Afrique

- AN : <https://www.youtube.com/watch?v=gORTFAb1lLw&t=1s>
- FR : <https://www.youtube.com/watch?v=nGeziZFrwgI>

Lusaka Agreement Task Force, "[Cross-Border Cooperation and Coordination to Combat Illegal Wildlife Trade: A Case Study of the Lusaka Agreement Task Force \(LATF\)](#)," 2022.

« [Déclaration de Kinshasa sur le renforcement de la coopération judiciaire dans la région des Grands Lacs](#), » Réunion des Ministres de la Justice des États Membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, 16 juin 2022.

Ressources supplémentaires du CESA : « Renforcer la coordination sécurité-justice pour lutter contre la criminalité transnationale organisée », vidéos du programme Afrique occidentale et australe, 9 février - 3 mars 2021 :

- AN : <https://africacenter.org/programs/security-justice-transnational-organized-crime/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/renforcer-coordination-securite-justice-criminalite-transnationale-organisee/>

Renforcer la coordination sécurité-justice pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, vidéos du programme Afrique centrale, orientale et septentrionale, 19 octobre - 10 novembre 2021 :

- AN : <https://africacenter.org/programs/2021-ctoc-sj-2/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2021-ctoc-sj-2/>

Vidéos de la série de webinaires sur le « Développement professionnel pour lutter contre la criminalité transnationale organisée », 2021-2022 :

- AN : <https://africacenter.org/programs/2020-ctoc-webinar-series/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2020-ctoc-webinar-series/>

Séance 4 : Menaces pour la sécurité maritime

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Examiner les principales tendances en matière de sécurité et de sûreté maritimes en Afrique, notamment la piraterie, la pêche illégale, le trafic et d'autres menaces transnationales, ainsi que leurs implications pour la stabilité économique et régionale.
- Évaluer l'efficacité des cadres de collaboration nationaux, régionaux et internationaux dans la protection du domaine maritime africain, en mettant l'accent sur la coordination et le partage d'informations.
- Analyser le rôle du leadership stratégique et des acteurs du secteur de la sécurité dans le renforcement de la sécurité maritime par le biais de l'orientation politique, de la coordination et du renforcement des capacités.

Contexte :

L'économie bleue de l'Afrique – qui comprend la pêche, les minéraux, les hydrocarbures, le tourisme et le commerce de trente-huit pays côtiers et de six îles – est estimée à 1 000 milliards de dollars par an.¹⁹ Outre ce potentiel économique, plus de 90 % des exportations et des importations africaines sont acheminées par voie maritime.²⁰ Bien que le potentiel soit important, il existe une tendance à la « cécité à l'égard de la mer », c'est-à-dire à ignorer le domaine maritime et son rôle central dans la croissance économique de l'Afrique, ainsi que dans sa sécurité et sa défense. L'espace maritime a été le théâtre d'activités criminelles et est l'hôte d'un réseau de menaces à la sécurité interconnectées. Parmi les menaces les plus pressantes figurent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et d'autres vols de ressources naturelles, ainsi que la piraterie et les vols à main armée en mer. La pandémie de COVID-19 a également aggravé les menaces qui pèsent sur la sécurité dans le domaine maritime africain, notamment en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en augmentant le risque que les ports deviennent la cible d'attaques.

La protection de l'espace maritime et des ressources de l'Afrique constitue un enjeu stratégique en matière de sécurité, tant pour les pays côtiers que pour les pays enclavés, et nécessite la mise en place de mesures efficaces de sécurité maritime. Le domaine maritime est devenu l'un des principaux axes de l'Agenda 2063 de l'UA et de la stratégie maritime intégrée de l'Afrique pour 2050 (stratégie AIM 2050).²¹ Ces deux initiatives reconnaissent le rôle central du domaine maritime en tant que catalyseur de la relance économique et de la transformation socio-économique de l'Afrique.²² La Charte de Lomé a été adoptée par l'UA en 2016 en tant que charte contraignante en matière de sécurité et de sûreté maritimes, mettant l'accent sur les dispositions relatives à la sécurité

¹⁹ Ifesinachi Okafor-Yarwood. "Review of nine African "blue economy" projects shows what works and what does not work". *The Conversation*, 11 août 2020.

²⁰ Henrietta Nagy et Siphesihle Nene, "Blue Gold: Advancing Blue Economy Governance in Africa." *Durabilité* 13, 7153: 1-11. 2021. <https://www.mdpi.com/2071-1050/13/13/7153>

²¹ Nagy et Nene, op cit.

²² Richard Wetaya, "Blue economy seen as a catalyst for Africa's economic resurgence." *Alliance for Science*. 2022. <https://allianceforscience.cornell.edu/blog/2022/02/blue-economy-seen-as-catalyst-for-african-economic-resurgence/>

de la Stratégie AIM 2050.²³ Ces engagements de l'UA sont conformes et liés à l'objectif 14 des Nations Unies en matière de développement durable, qui promeut l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines, y compris pour le développement.

Cette approche internationale collaborative se concrétise au niveau régional, où les pays partageant une même zone maritime ont collaboré, souvent dans le cadre des communautés économiques régionales, afin d'élaborer des accords concrets et des cadres de coopération opérationnelle. Par exemple, le code de conduite de Yaoundé a établi une coopération entre les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) sur diverses questions de sécurité maritime et a créé un centre de coordination interrégional doté d'un personnel commun pour assurer la coopération. Ces cadres ont contribué à faciliter l'harmonisation des lois maritimes sur des questions telles que la poursuite, le partage des preuves et l'extradition, ainsi qu'à permettre le suivi et même la coordination opérationnelle entre les marines. Bien que les capacités conjointes soient encore en développement, plusieurs succès remarquables ont été enregistrés. L'un d'entre eux est la récupération du Hailufeng 11 en mai 2020, après qu'il eut été capturé par des pirates au large des côtes de la Côte d'Ivoire. Grâce au partage d'informations dans toute la région et à la coopération opérationnelle entre le Bénin et le Nigeria, le navire a été repris avec succès et les pirates ont été jugés au Nigeria en vertu d'une nouvelle loi anti-piraterie.

La capacité des États africains à gérer collectivement leurs zones maritimes et à gérer durablement leurs ressources détermine leur aptitude à offrir toute une série d'avantages à leurs citoyens et à améliorer la sécurité et le développement. L'amélioration de la gouvernance et de la sécurité dans les communautés littorales les plus touchées par la pêche INN et d'autres formes de vol de ressources naturelles peut également contribuer à diminuer les menaces en renforçant leur intérêt à coopérer avec les forces de police et en limitant l'engagement de leurs membres dans la criminalité maritime.²⁴ Il reste également du travail à faire pour s'assurer que les lois et pratiques nationales sont en place pour faciliter la poursuite des criminels maritimes, surtout lorsqu'une coopération transfrontalière et régionale est nécessaire. De nombreuses nations africaines littorales sont encore en train de mettre en place des procédures de chaîne de contrôle pour la prise en charge des auteurs d'infractions maritimes et des éléments de preuve ; les poursuites judiciaires peuvent également s'avérer difficiles à cause de la complexité du droit de la mer, ou du manque d'expertise juridique dans ce domaine ou d'autorité en matière d'application de la loi au sein des marines.²⁵ Il est essentiel de mettre à jour la législation et les procédures nationales et de les harmoniser au niveau régional.

Questions de discussion :

- Quel est le potentiel économique de l'espace maritime de votre pays/région, et pensez-vous que ce potentiel est pleinement exploité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Pouvez-vous nous faire part de quelques-unes des principales menaces à la sécurité

²³ Pieter Brits et Michelle Nel, "African maritime security and the Lomé Charter: Reality or dream?" *African Security Review* 27 (3-4): 226 - 244, 2018.

https://www.researchgate.net/publication/329326511_African_maritime_security_and_the_Lome_Charter_Reality_or_dream

²⁴ Ifesenachi Okafor-Yarwood, "The cyclical nature of maritime security threats: illegal, unreported, and unregulated fishing as a threat to human and national security in the Gulf of Guinea." *African Security*; Vol. 13 (2): 116-146, 2020.

²⁵ Ian Ralby, "Learning from success: Advancing maritime security cooperation in Atlantic Africa." *CIMSEC*, 2019. https://cimsec.org/learning-from-success-advancing-maritime-security-cooperation-in-atlantic-africa/?fbclid=IwAR0qlr2I3Vn_wQhTc_Gu-JsuDjiTrZl8DYr5cQT3fsr4I1DqDa0jYQr5Xzg

maritime dans votre pays/région, et nous dire si elles ont été traitées de manière adéquate?

- Compte tenu de la nature transfrontalière des menaces qui pèsent sur l'espace maritime, quel est le niveau des réponses coopératives, coordonnées et collectives des pays de votre région à l'insécurité maritime ? Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ces réponses collectives et nous dire ce qui peut être amélioré ?
- Quels rôles les responsables du secteur de la sécurité peuvent-ils jouer pour favoriser la sécurité et la sûreté maritimes ?

Lectures recommandées:

Christian Bueger, Timothy Edmunds et Jan Stockbruegger. "Securing the Seas: A Comprehensive Assessment of Global Maritime Security." (Genève, Suisse : UNIDIR, 2024).

Ian Ralby, « Tendances en matière de sécurité maritime en Afrique. » *Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Éclairage*, 2019 :

- AN : <https://africacenter.org/spotlight/trends-in-african-maritime-security/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/tendances-en-matiere-de-securite-maritime-en-afrique/>

Nations Unies, "Africa's Blue Economy: A Policy Handbook." 2016.

- AN : <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/30130/AfricasBlueEconomy.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- FR: <https://repository.uneca.org/handle/10855/23073>

Ifesenachi Okafor-Yarwood, Oliver Eastwood, Noleen Chikowore, et Lucas de Oliveira Paes, "Technology and maritime security in Africa: Opportunities and challenges in the Gulf of Guinea." *Marine Policy* vol. 160 (2024).

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308597X23005092>

Lucas De Oliveira Paes et Ifesenachi Okafor-Yarwood, "Techno-optimism versus techno-reality: an analysis of internationally funded technological solutions against illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing in Ghana and Guinea-Bissau." *Environmental Politics* (2024),

<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/09644016.2024.2419800>

Ifesenachi Okafor-Yarwood, "Illegal, unreported and unregulated fishing and the complexities of the Sustainable Development Goals (SDGs) for countries in the Gulf of Guinea." *Marine Policy*, vol. 99 (janvier 2019), p. 414-422.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0308597X17303445>

Pieter Brits et Michelle Nel, "African maritime security and the Lomé Charter: Reality or dream?" *African Security Review* 27 (3-4) : p. 226-244, 2018.

https://www.researchgate.net/publication/329326511_African_maritime_security_and_the_Lome_Charter_Reality_or_dream

Thierry Vircoulon et Violette Tournier, « Sécurité dans le golfe de Guinée : un combat régional, » *Politique Etrangère* 3, 2015. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere2015-3-page-161.htm>

Darshana M. Baruah, Nitya Labh et Jessica Greely, "Mapping the Indian Ocean Region," Carnegie

Endowment for International Peace, 15 juin 2023,
<https://carnegieendowment.org/research/2023/06/mapping-the-indian-ocean-region?lang=en>

Christian Bueger, “ Who Secures the Western Indian Ocean? The Need for Strategic Dialogue,”
Center for Maritime Strategy, 19 septembre 2024,
<https://centerformaritimestrategy.org/publications/who-secures-the-western-indian-ocean-the-need-for-strategic-dialogue/>

Carina Bruewer, “ Africa’s ocean of organised crime,” Institut d'études sur la sécurité, 9 octobre 2023, <https://issafrica.org/iss-today/africas-ocean-of-organisedcrime><https://issafrica.org/iss-today/africas-ocean-of-organisedcrime>

Séance 5 : Menaces Cybernétiques

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Explorer la nature de la cybersécurité en Afrique : qu'est-ce que c'est et pourquoi est-ce pertinent ? Discuter ensuite de ses implications.
- Découvrir comment les technologies émergentes modifient le paysage sécuritaire de l'Afrique.
- Évaluer les approches nationales, régionales et internationales pour faire face aux implications des changements technologiques sur la sécurité.
- Discuter des défis auxquels sont confrontés les acteurs africains de la sécurité pour répondre aux cybermenaces.

Contexte :

Avec la propagation rapide de la technologie numérique sur le continent africain, le cyberspace devient un domaine de sécurité de plus en plus important. Un nombre croissant de citoyens africains sont victimes de fraudes, de vols et d'extorsions en ligne perpétrés par des réseaux criminels cybernétiques organisés et de plus en plus mondialisés. Les infrastructures critiques de l'Afrique, essentielles à la prospérité future du continent, deviennent vulnérables au cyber-sabotage. Les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle et les systèmes sans pilote sont de plus en plus utilisés par les États et les acteurs non étatiques dans les conflits armés en Afrique, ce qui modifie la nature même de la guerre.

Dans de nombreux pays africains, les politiques mises en place ont du mal à répondre à la croissance rapide des menaces numériques. Les déficits en capacités humaines et organisationnelles signifient que de nombreux incidents cybernétiques ne sont pas signalés et ne sont pas traités. Bien que nous notons une croissance dans le nombre d'États disposant de politiques et de stratégies en matière de cybersécurité, même les pays africains les plus avancés dans ce domaine ne parviennent pas toujours à mettre en place des mécanismes de coordination interinstitutionnelle ou à anticiper les menaces les plus récentes et à y répondre. Au moins 31 pays africains ont acquis des drones militaires, alors même que ces systèmes peinent à lutter efficacement contre les tactiques de guérilla et sont de plus en plus impliqués dans des guerres par procuration.

Le secteur africain de la sécurité a un rôle essentiel à jouer en tirant parti de la technologie numérique pour répondre aux menaces les plus pressantes en matière de sécurité et pour réagir à la manière dont les groupes terroristes et les réseaux criminels armés privilégient de plus en plus la technologie numérique. Cependant, comme les technologies de l'information sont des technologies habilitantes avec un large éventail d'applications, les principales sources d'expertise se trouvent dans le secteur privé. Cette ère de révolution technologique ouverte diffère fondamentalement des époques précédentes et exige du secteur de la sécurité non seulement qu'il s'adapte rapidement à la diffusion et aux progrès fulgurants des technologies numériques, mais aussi qu'il noue des partenariats avec le secteur privé et les institutions gouvernementales civiles afin de garder une longueur d'avance sur la menace.

Questions de discussion :

- Quels sont les défis en matière de cybersécurité dans votre pays ou votre région ?

- Comment les technologies émergentes modifient-elles le paysage de la sécurité dans votre pays ou votre région ?
- Comment les capacités numériques et autres technologies émergentes sont-elles exploitées pour faire face aux menaces à la sécurité dans votre pays ou votre région ?
- Quelles sont les mesures prises par les pays dotés de politiques de cybersécurité pour améliorer la coordination inter-agence ? Existe-t-il de meilleures pratiques qui peuvent être partagées ?
- Quelles mesures pratiques les acteurs du secteur de la sécurité peuvent-ils prendre pour faire face aux menaces posées par la diffusion des technologies émergentes ?

Lectures recommandées:

Nate D.F. Allen, "Military Drone Proliferation Marks Destabilizing Shift in Africa's Armed Conflicts." *Éclairage*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2025 :

- AN : 26_0100_ACSS

Nate D.F. Allen, « L'Afrique à l'épreuve des nouvelles formes de cybercriminalité. » *Éclairage*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2021 :

- AN: <https://africacenter.org/spotlight/africa-evolving-cyber-threats/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/lafrique-a-lepreuve-des-nouvelles-formes-de-cybercriminalite/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « La manipulation de l'information étrangère et l'interférence (FIMI). » Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2025.

- AN : <https://africacenter.org/in-focus/fimi/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/focus-sur/fimi/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « L'intelligence artificielle et le paysage sécuritaire de l'Afrique. » *Webinaire*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2023.

- AN : <https://africacenter.org/programs/2023-09-artificial-intelligence/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2023-09-intelligence-artificielle/>

INTERPOL, "Rapport Interpol de 2024 sur l'évaluation des Cybermenaces en Afrique." INTERPOL 2024 :

- AN : https://www.interpol.int/en/content/download/21048/file/24COM005030-AJFOC_Africa%20Cyberthreat%20Assessment%20Report_2024_complet_EN%20v4.pdf?inLanguage=eng-GB&version=14
- FR : https://www.interpol.int/fr/content/download/21048/file/24COM005030-AJFOC_Africa%20Cyberthreat%20Assessment%20Report_2024_complet_FR%20v3.pdf?inLanguage=fr-FR&version=14 AR : https://www.interpol.int/ar/content/download/21048/file/24COM005030-AJFOC_Africa%20Cyberthreat%20Assessment%20Report_2024_complet_AR_LR.pdf?inLanguage=ara-SA&version=14

Séance 6 : Processus, étapes et éléments de l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Objectifs :
- Définir l'objectif et la fonction d'une stratégie de sécurité nationale (SSN).
- Analyser les principaux processus et phases de l'élaboration d'une SSN.
- Identifier les éléments clés qui rendent une stratégie de sécurité nationale cohérente, actionnable et efficace.
- Examiner le rôle de la direction stratégique et des acteurs du secteur de la sécurité dans la gestion du processus d'élaboration de la stratégie.

Contexte :

L'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale est l'une des responsabilités les plus cruciales des dirigeants d'un État souverain. Une stratégie bien conçue définit clairement les intérêts fondamentaux d'une nation, identifie les principales menaces, répartit les ressources et oriente l'utilisation stratégique de la puissance nationale. Elle garantit la cohérence entre les différents services gouvernementaux et favorise une vision commune de ce qui doit être protégé, promu et défendu. Dans un paysage mondial interconnecté et en évolution rapide, les États africains sont confrontés à de nombreux défis en matière de sécurité. Parmi ceux-ci figurent le terrorisme et l'extrémisme violent, les changements de régime anticonstitutionnels, les conflits intercommunautaires, la criminalité organisée transnationale, les cybermenaces, l'insécurité maritime, le changement climatique, les pandémies, l'insécurité alimentaire, les chocs économiques et les rivalités géopolitiques. Ces risques dépassent les enjeux militaires traditionnels et affectent de plus en plus la stabilité politique, la résilience économique, la cohésion sociale et la gouvernance.

Parallèlement, de nombreux pays africains connaissent une croissance démographique rapide, une urbanisation, des changements technologiques et une transformation économique. Ces évolutions offrent d'importantes possibilités de croissance et d'intégration, mais elles créent également des vulnérabilités qui doivent être gérées avec soin. Les stratégies de sécurité nationale devraient aller au-delà des définitions militaires étroites et adopter des approches globales incluant la gouvernance, le développement, la stabilité économique et la sécurité humaine. La définition de l'intérêt national constitue un défi majeur dans la formulation de la stratégie. Les intérêts nationaux ne sont pas fixes ; ils évoluent en fonction des réalités nationales, des dynamiques régionales et des changements mondiaux. Pour élaborer une stratégie efficace, il faut distinguer clairement les intérêts vitaux, les intérêts importants et les intérêts secondaires. Il s'agit également de trouver un équilibre entre les menaces immédiates et les priorités structurelles à long terme. Sans priorités claires, les stratégies de sécurité nationale risquent de devenir de vastes déclarations d'intention plutôt que des cadres politiques efficaces.

Le leadership stratégique est essentiel pour communiquer clairement et traduire les intérêts nationaux en priorités réalisables. Les acteurs du secteur de la sécurité doivent aligner la planification opérationnelle et la distribution des ressources sur les orientations stratégiques tout en garantissant la responsabilité, le professionnalisme et le respect des principes constitutionnels. Une stratégie de sécurité nationale crédible et durable dépend d'un contrôle civil fort, d'une coordination inter-agences et de processus de révision continus pour répondre à l'évolution des menaces. Lorsque les États africains affinent et actualisent leurs stratégies de sécurité nationale, ils doivent veiller à concilier soigneusement leurs intérêts nationaux avec les moyens dont ils disposent, leurs capacités

institutionnelles et leurs réalités budgétaires, afin de garantir que la stratégie soit à la fois réaliste et réalisable.

Questions de discussion :

- Comment votre pays définit-il ses intérêts nationaux fondamentaux et qui participe à ce processus ?
- Quelles sont les priorités les plus urgentes en matière de sécurité qui façonnent aujourd'hui votre programme de sécurité nationale ?
- Comment les gouvernements peuvent-ils s'assurer que les stratégies de sécurité nationale sont pratiques, hiérarchisées et alignées sur les ressources disponibles ?
- Quel rôle les dirigeants stratégiques et les acteurs du secteur de la sécurité doivent-ils jouer dans l'élaboration, l'exécution et l'examen périodique des stratégies de sécurité nationale ?

Lectures recommandées :

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de consultation et de rédaction. »
- Le National War College des États-Unis A National Security Strategy Primer. Édité par Steven Heffington, Adam Oler et David Tretler. Washington, DC : Presses de la National Defense University, 2025.
https://nwc.ndu.edu/Portals/71/Documents/Publications/NWC-Primer-FINAL_for%20Web.pdf?ver=HOH30gam-KOdUOM2RFoHRA%3d%3d
- République d'Afrique du Sud. National Security Strategy 2024–2028. Pretoria : Gouvernement d'Afrique du Sud, 2024.
https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/202507/redacted-national-security-strategy2024-2028.pdf
- République du Kenya. 2023 Report on the State of National Security. Nairobi : Gouvernement du Kenya, 2023. <https://parliament.go.ke/sites/default/files/2024-02/2023%20REPORT%20ON%20STATE%20OF%20NATIONAL%20SECURITY.pdf>

Séance 7 : Élaboration de la stratégie de sécurité nationale : Évaluation des intérêts nationaux, des opportunités, des menaces, des risques et des vulnérabilités

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Analyser comment les intérêts nationaux influencent l'identification et l'établissement de priorités concernant les menaces, les risques et les vulnérabilités dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale.
- Distinguer les menaces, les risques et les vulnérabilités, et examiner leurs interrelations dans un cadre de sécurité nationale.
- Évaluer comment les évaluations des menaces, des risques et des vulnérabilités soutiennent la prise de décision stratégique, la formulation des politiques et l'affectation des ressources.

Contexte :

L'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale commence par une compréhension claire des intérêts nationaux et une évaluation systématique des menaces, des risques et des vulnérabilités susceptibles de les compromettre. Sans cette approche intégrée, la formulation de la stratégie peut devenir réactive, fragmentée ou influencée par des pressions à court terme plutôt que par des priorités nationales à long terme. Une base analytique rigoureuse permet aux gouvernements d'aligner les objectifs de sécurité sur les intérêts nationaux fondamentaux tout en assurant une prise de décision éclairée sur les priorités et l'allocation des ressources.

Les menaces, les risques et les vulnérabilités sont des concepts distincts mais interdépendants dans le cadre de la planification de la sécurité nationale. Les menaces font référence à des acteurs, des événements ou des conditions qui ont l'intention et la capacité de nuire aux intérêts nationaux. Les risques reflètent la probabilité et l'impact potentiel de la concrétisation de ces menaces, tandis que les vulnérabilités représentent les faiblesses internes qui peuvent être exploitées. Il est essentiel de comprendre les relations entre ces éléments pour élaborer une stratégie de sécurité cohérente et réaliste.

Au niveau national, les gouvernements utilisent une série de méthodologies et de cadres analytiques pour réaliser des évaluations complètes. Il peut s'agir de matrices de risques qui mettent en correspondance la probabilité et l'impact, de la planification de scénarios pour explorer les menaces futures plausibles, et d'évaluations basées sur les capacités pour évaluer l'état de préparation du pays. Des cadres tels que la gestion des risques d'entreprise, les approches « tous risques » et l'analyse fondée sur le renseignement intègrent les contributions de multiples organismes et secteurs. En outre, des outils tels que l'analyse de l'horizon, le Red teaming et la cartographie des vulnérabilités permettent d'identifier les risques émergents et les faiblesses systémiques. L'efficacité de ces méthodologies dépend de la qualité des données, de la coordination inter-agence et de la capacité à mettre à jour en permanence les évaluations en réponse à un environnement de sécurité dynamique.

Dans un environnement de sécurité de plus en plus complexe et interconnecté, l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale efficace dépend de processus d'évaluation structurés et coordonnés. Ces évaluations doivent s'appuyer sur des renseignements fiables, des analyses de données et une collaboration inter institutions afin de rester objectives, exhaustives et régulièrement mises à jour.

Lorsqu'elles sont efficacement intégrées, les évaluations des menaces, des risques et des vulnérabilités renforcent la prévoyance stratégique, appuient des décisions politiques judicieuses et améliorent la résilience nationale face à l'évolution des défis.

Questions de discussion :

- Comment les intérêts nationaux influencent-ils l'identification et l'établissement de priorités concernant les menaces, les risques et les vulnérabilités dans votre pays ?
- Comment les menaces, les risques et les vulnérabilités sont-ils actuellement évalués dans votre pays, et quelles institutions et méthodologies sont utilisées à cette fin ?
- Comment les résultats de l'évaluation influencent-ils la prise de décision en matière de sécurité nationale, l'élaboration des politiques et l'affectation des ressources, et quelles sont les lacunes de ce processus ?

Lectures recommandées :

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de consultation et de rédaction. »
- Le National War College des États-Unis A National Security Strategy Primer. Édité par Steven Heffington, Adam Oler et David Tretler. Washington, DC : Presses de la National Defense University, 2025.
https://nwc.ndu.edu/Portals/71/Documents/Publications/NWC-Primer-FINAL_for%20Web.pdf?ver=HOH30gam-KOdUOM2RFoHRA%3d%3d
- République d'Afrique du Sud. National Security Strategy 2024–2028. Pretoria : Gouvernement d'Afrique du Sud, 2024.
https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/202507/redacted-national-security-strategy2024-2028.pdf
- République du Kenya. 2023 Report on the State of National Security. Nairobi : Gouvernement du Kenya, 2023. <https://parliament.go.ke/sites/default/files/2024/02/2023%20REPORT%20ON%20STATE%20OF%20NATIONAL%20SECURITY.pdf>

Séance 8 : Formulation de la stratégie de sécurité nationale : Voies et réponses

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Analyser la manière dont les « moyens » stratégiques et les mesures politiques sont élaborés dans le cadre d'une stratégie de sécurité nationale.
- Examiner l'alignement entre les intérêts nationaux, les menaces perçues et les actions stratégiques choisies.
- Évaluer l'importance du leadership stratégique et des acteurs du secteur de la sécurité dans l'exécution et l'ajustement des mesures de sécurité nationale.

Contexte :

Une fois les intérêts nationaux définis et les menaces, les risques et les vulnérabilités évalués, l'étape essentielle suivante dans l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale consiste à déterminer les « moyens » et les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques. Dans la planification stratégique, les « moyens » désignent les méthodes, les approches et les lignes d'action choisies pour préserver les intérêts nationaux et faire face aux menaces identifiées. Ces moyens doivent être cohérents, pratiques et adaptés aux ressources nationales disponibles. Les réponses efficaces vont au-delà des solutions militaires. Les défis actuels en matière de sécurité sont complexes et nécessitent des approches intégrées qui allient des outils diplomatiques, d'information, militaires, économiques, financiers, de renseignement, juridiques et de développement. Une stratégie globale de sécurité nationale explique donc comment ces instruments de la puissance nationale seront coordonnés pour atteindre des objectifs clairement définis. L'un des principaux défis de l'élaboration d'une stratégie est d'assurer l'adéquation entre les objectifs, les moyens et les méthodes. Des objectifs ambitieux dépourvus de ressources réalistes peuvent créer des lacunes dans la mise en œuvre. À l'inverse, une sous-utilisation des capacités nationales peut nuire à l'efficacité stratégique. Les dirigeants stratégiques doivent donc trouver un juste équilibre entre ambition et pragmatisme, en veillant à ce que les mesures soient hiérarchisées, mises en œuvre de manière séquentielle et dotées de ressources suffisantes.

Les réponses nationales peuvent comprendre des mécanismes de prévention, de dissuasion, de perturbation, de stabilisation, de renforcement de la résilience et de redressement. Certaines menaces nécessitent une action opérationnelle immédiate, tandis que d'autres exigent des réformes structurelles à long terme. Par exemple, la lutte contre le terrorisme peut nécessiter à la fois des opérations militaires et des réformes de la gouvernance, parallèlement à un engagement auprès des communautés. La lutte contre les cybermenaces peut passer par des réformes juridiques, le renforcement des capacités techniques, des partenariats public-privé et la coopération internationale. La coordination inter-agence est essentielle pour garantir l'unité des efforts. Les ministères et les agences doivent fonctionner dans un cadre commun, guidé par des responsabilités et des mécanismes de responsabilisation clairement définis. Sans coordination, le chevauchement des mandats et la concurrence institutionnelle peuvent compromettre les réponses nationales.

Le leadership stratégique est essentiel pour transformer la politique en action. Les dirigeants doivent communiquer clairement les priorités, allouer les ressources, superviser la mise en œuvre et établir des systèmes de suivi et d'évaluation. Les acteurs du secteur de la sécurité doivent coordonner leurs plans opérationnels avec les orientations stratégiques, tout en respectant les principes

constitutionnels, l'État de droit et le contrôle civil. Dans un environnement sécuritaire qui évolue rapidement, les réponses nationales doivent également être flexibles. Les stratégies doivent comprendre des mécanismes de révision qui permettent aux gouvernements de modifier les politiques en fonction de l'évolution des menaces, des technologies et des conditions géopolitiques. La flexibilité et l'apprentissage stratégique sont essentiels pour une gouvernance durable de la sécurité nationale.

Lectures recommandées :

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de consultation et de rédaction. »
- Le National War College des États-Unis A National Security Strategy Primer. Édité par Steven Heffington, Adam Oler et David Tretler. Washington, DC : Presses de la National Defense University, 2025.
https://nwc.ndu.edu/Portals/71/Documents/Publications/NWC-Primer-FINAL_for%20Web.pdf?ver=HOH30gam-KOdUOM2RFoHRA%3d%3d
- République d'Afrique du Sud. Stratégie de sécurité nationale 2024-2028. Pretoria : Gouvernement d'Afrique du Sud, 2024.
https://www.gov.za/sites/default/files/gcis_document/202507/redacted-national-security-strategy2024-2028.pdf
- République du Kenya. 2023 Report on the State of National Security. Nairobi : Gouvernement du Kenya, 2023. <https://parliament.go.ke/sites/default/files/2024-02/2023%20REPORT%20ON%20STATE%20OF%20NATIONAL%20SECURITY.pdf>

Séance 9 : Exercice d'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale

Objectif de l'exercice :

Cet exercice vise à donner à chaque participant l'occasion de développer l'élément central d'une stratégie de sécurité nationale pour son pays. L'objectif est d'appliquer les concepts discutés lors des séances précédentes de manière claire et pratique. Au lieu de rédiger un document stratégique détaillé, chaque participant rédigera un document de 10 pages qui fera preuve de clarté, d'une bonne hiérarchisation des priorités, d'une rigueur analytique et d'une cohérence entre les intérêts nationaux, les risques évalués et les réponses proposées.

Objectifs de l'exercice :

L'exercice vise à renforcer la capacité de chaque participant à identifier les intérêts nationaux, à évaluer systématiquement les menaces et les vulnérabilités et à élaborer des réponses stratégiques réalistes. Il est conçu pour favoriser une réflexion stratégique rigoureuse et harmoniser les objectifs, les méthodes et les moyens dans le cadre de la planification de la sécurité nationale.

Instructions pour l'exercice :

Chaque participant travaillera de manière autonome à l'élaboration d'un bref aperçu de la stratégie de sécurité nationale de son pays, articulé autour de trois axes principaux.

Tout d'abord, les participants définiront les intérêts nationaux et les priorités stratégiques de leur pays. Ils doivent identifier trois à cinq intérêts nationaux fondamentaux et faire la distinction entre les intérêts vitaux, importants et secondaires. Les participants doivent réfléchir à ce que l'État doit protéger par-dessus tout, aux objectifs à long terme nécessaires à la stabilité et à la prospérité nationales et à la manière de classer les priorités concurrentes. L'accent doit être mis sur un établissement clair de priorités plutôt que sur des déclarations générales ou ambitieuses. Deuxièmement, les participants procéderont à une évaluation des menaces, des risques et des vulnérabilités. Il s'agit d'identifier les menaces internes et externes les plus importantes auxquelles leur pays est confronté et d'évaluer à la fois leur probabilité et leur impact potentiel sur la stabilité nationale, la souveraineté, la résilience économique et la cohésion sociale. Les participants doivent également identifier les principales vulnérabilités qui augmentent l'exposition au risque, telles que les faiblesses institutionnelles, les dépendances économiques, les problèmes de gouvernance, les facteurs géographiques ou les lacunes technologiques. L'évaluation doit refléter un jugement analytique sur la probabilité, les conséquences et la gravité relative. Troisièmement, les participants élaboreront des réponses et des actions stratégiques. Ils devront proposer des mesures concrètes, réalistes et classées par ordre de priorité que le gouvernement pourrait mettre en œuvre pour défendre les intérêts nationaux et atténuer les risques identifiés. Ces réponses devront refléter une approche pangouvernementale et pourront faire appel à des outils diplomatiques, militaires, économiques, législatifs, technologiques ou liés au développement. Les participants doivent s'assurer que les mesures qu'ils proposent tiennent compte des capacités, des ressources et des contraintes institutionnelles au niveau national. La cohérence entre les objectifs, l'évaluation des risques et les actions proposées est cruciale.

Résultats attendus :

Chaque participant soumettra un plan stratégique concis qui s'aligne sur les intérêts et les priorités du pays, comprend une évaluation structurée des menaces et des vulnérabilités et présente des réponses stratégiques cohérentes. Ce document devra clairement mettre en évidence le lien logique entre ce que le pays entend protéger, les risques auxquels il est confronté et les mesures qu'il prévoit de prendre.

En présentiel

Séance 10 : Le leadership stratégique dans le secteur de la sécurité en Afrique

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Comprendre le rôle essentiel du leadership pour faire face à l'évolution et à la complexité du paysage sécuritaire africain.
- Analyser les principes d'un leadership stratégique efficace dans un contexte africain.
- Souligner l'importance de l'adaptabilité pour un leadership efficace dans un environnement de sécurité complexe et en constante évolution.

Contexte :

L'optimisme règne quant au fait que l'Afrique peut revendiquer la dernière partie du 21^e siècle si ses dirigeants sont prêts à exploiter les nouvelles opportunités mondiales et à relever les défis sécuritaires en constante évolution du continent. Selon que les dirigeants africains réagissent de manière proactive ou réactive aux défis et aux opportunités auxquels ils sont confrontés, les mégatendances interconnectées examinées lors de la séance 1 peuvent conduire à des cycles vertueux et synergiques de stabilité, de croissance et de développement ou à des cycles vicieux d'instabilité, de conflit et de pauvreté. Le paysage dynamique de la sécurité exige que les dirigeants du secteur de la sécurité abandonnent la vieille approche du « business-as-usual » (continuer comme avant) et fournissent un leadership stratégique et proactif indispensable pour créer des institutions résilientes sur le long terme, et prendre des décisions décisives, basées sur des preuves, face à la crise et à l'incertitude.

Bien qu'il existe différentes approches pour comprendre le leadership, l'accent est mis ici sur un leadership stratégique efficace qui est généralement défini comme « les capacités uniques d'anticiper, d'envisager, de maintenir la flexibilité, de penser stratégiquement et d'habiliter les employés à créer de nouvelles inventions qui conduisent à des transformations ou à des changements organisationnels ». ²⁶ Au-delà du développement de ces capacités, le leadership stratégique consiste également à disposer de la capacité d'adaptation nécessaire pour répondre de manière appropriée au dynamisme et à la complexité du contexte. ²⁷ Avec l'évolution rapide et l'incertitude de l'environnement externe, le leadership adaptatif gagne du terrain et prend de l'importance.

Le leadership adaptatif est défini comme « la capacité d'anticiper les besoins futurs, d'articuler ces besoins pour obtenir un soutien et une compréhension collectifs, d'adapter vos réponses sur la base d'un apprentissage continu, et de faire preuve de responsabilité par la transparence de votre

²⁶ Alex Jaleha et Vincent Machuki, "Strategic Leadership and Organizational Performance: Critical Review of Literature." *Revue scientifique européenne*. Tome 4 (35) : 127, 2018.

<https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/11558>

²⁷ Paul Schoemaker, Steve Krupp et Samantha Howland, "Strategic Leadership : The Essential Skills".

Harvard Business Review. 91(1-2): 131-134, 2018. <https://hbr.org/2013/01/strategic-leadership-the-essential-skills>

processus de prise de décision ». ²⁸ Cinq principes clés sont au cœur de l'application du leadership adaptatif, à savoir : l'apprentissage et l'adaptation fondés sur des données probantes ; la mise à l'épreuve des hypothèses et des croyances sous-jacentes ; la rationalisation des processus de prise de décision délibératifs ; l'appréciation de l'importance de la responsabilité, de la transparence et de l'inclusion ; et la mobilisation de l'action collective. ²⁹

Le concept de leadership est bien ancré dans les valeurs et les cultures africaines. Par exemple, le concept d'*ubuntu* est une éthique de leadership sud-africaine qui signifie « une personne n'est une personne qu'à travers les autres » et qui nous aide à nous comprendre nous-mêmes par rapport au monde. ³⁰ Une éthique similaire, originaire d'Afrique de l'Ouest, est le *Kurukan Fuga* ³¹, ou la Charte de Manden, qui a établi la Fédération des clans mandingues sous un seul gouvernement et défini les lois que le peuple malinké devrait respecter pour garantir la paix sociale, coexister dans la diversité et vivre dans la dignité. Parmi les caractéristiques indispensables que la plupart des dirigeants stratégiques ont en commun, citons le fait d'être un visionnaire, d'avoir des valeurs morales et éthiques élevées, d'être un penseur stratégique, d'investir dans le développement du capital social et humain ainsi que dans le leadership futur, d'apprendre rapidement, d'être un initiateur de changement et d'être à la fois un donneur de sens et un faiseur de sens. ³²

Questions de discussion :

- Quelles sont les approches de leadership les plus efficaces pour relever des défis de sécurité de plus en plus complexes et dynamiques ? Veuillez fournir des exemples de cas où les décisions des dirigeants ont eu un impact mesurable sur les résultats en matière de sécurité.
- Quelles sont les caractéristiques d'un leadership stratégique efficace dans votre contexte national ou institutionnel ? Comment ces attributs influencent-ils l'efficacité organisationnelle et les processus de prise de décision ?
- Comment les valeurs et les normes culturelles indigènes peuvent-elles être exploitées pour améliorer l'efficacité du leadership, la responsabilité et l'action collective dans le secteur de la sécurité ?
- Quelles mesures peuvent être prises aux niveaux individuel et institutionnel pour cultiver le leadership stratégique et renforcer la résilience et la performance des institutions de sécurité ?

Lectures recommandées :

Ben Ramalingam et al, "Five Principles to Guide Adaptive Leadership." *Harvard Business Review*, 2020. <https://hbr.org/2020/09/5-principles-to-guide-adaptive-leadership>

Regina Eckert et Simon Rweyongozo, "Leadership Development in Africa: A Focus on Strengths." *Centre pour le leadership créatif*, 2015. <https://www.ccl.org/wp-content/uploads/2015/04/leadershipDevelopmentAfrica.pdf>

Kwesi Aning et Joseph Siegle, « Engagement Profond, Attentes Élevées: Les valeurs de la

²⁸ Ben Ramalingam et al, "5 Principles to Guide Adaptive Leadership," *Harvard Business Review*, 11 septembre 2020. <https://hbr.org/2020/09/5-principles-to-guide-adaptive-leadership>

²⁹ Ramalingam et al, *op cit.*

³⁰ Voir <https://historyplex.com/ubuntu-african-philosophy>

³¹ Voir <https://en.unesco.org/mediabank/23135/>

³² Page 211, Asif, *op cit.*

prochaine génération de leaders africains dans le secteur de la sécurité. » *Forum de la défense africaine*, 2018 :

- AN : <http://adf-magazine.com/deep-commitment-high-expectations/>
- FR : <http://adf-magazine.com/engagement-profond-attentes-elevees/?lang=fr>

Sam Adeyemi, "Africa does not Need Charity, it Needs Good Leadership," *World Economic Forum on Africa*, 2017. <https://www.weforum.org/agenda/2017/05/africa-doesn-t-need-charity-it-needs-good-leadership>

Séance plénière 11 : Gouvernance de la sécurité et relations civilo-militaires

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Discuter de ce qu'est l'État de droit en tant que principe, de sa place dans la gouvernance démocratique et civile du secteur de la sécurité, et de la manière dont il façonne les moteurs des défis sécuritaires qui affectent l'Afrique.
- Discuter des éléments clés des relations civilo-militaires (RCM) et de leur lien avec la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans le cadre de l'État de droit.
- Discuter de la façon dont la réforme du secteur de la sécurité et la promotion d'institutions saines de gouvernance du secteur de la sécurité peuvent contribuer à forger des relations civilo-militaires saines, et vice versa.

Contexte :

Relever les défis liés à la fourniture de services de sécurité légitimes et responsables à la population – en particulier dans le cadre de la stratégie d'un gouvernement visant à résoudre des problèmes tels que le terrorisme, la criminalité organisée, les conflits armés, l'insécurité maritime ou cybernétique, ou autre – exige un effort holistique et coordonné dans l'ensemble du secteur de la sécurité et des entités des différentes branches du gouvernement habilitées à superviser la sécurité. L'État de droit et des relations civilo-militaires saines sont des éléments essentiels pour garantir l'efficacité du secteur de la sécurité dans ces efforts.

L'État de droit et la justice, que le secteur de la sécurité a pour mission d'assurer, sont essentiels à la paix et à la stabilité. Dans sa forme la plus simple, l'État de droit signifie que personne n'est au-dessus de la loi, y compris les membres des services de sécurité ; toutes les personnes sont traitées de la même manière en vertu de la loi, quelle que soit leur identité. Les lois sont claires, bien connues et appliquées de manière transparente et uniforme par un système judiciaire indépendant. Au maximum, l'État de droit comprend la responsabilité, des lois justes, un gouvernement ouvert et une justice accessible pour tous.³³ L'Agenda 2063 de l'Union africaine va dans le sens de cette vision en appelant à une Afrique où les gens « bénéficient d'un accès abordable et rapide à des tribunaux et à un système judiciaire indépendants qui rendent la justice sans crainte ni faveur ». Ainsi, l'État de droit ne se limite pas à l'application de la loi par les responsables de la sécurité ; la promotion de l'État de droit aide les gouvernements à établir un « contrat social » avec les citoyens.

L'État de droit est également un élément essentiel d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité, qui facilite la fourniture de la sécurité aux citoyens sur la base d'un contrôle démocratique et civil du secteur de la sécurité. L'État de droit est particulièrement important pour la gouvernance de la sécurité, car il est prouvé que certaines menaces à la sécurité, comme le recrutement d'extrémistes violents, tendent à être exacerbées par les abus perpétrés par l'État à l'encontre des civils et par le sentiment qu'ont les gens d'être traités injustement par les agents de l'État.³⁴ Le professionnalisme des services de sécurité, ainsi que la perception qu'en ont les citoyens, dépendent

³³ World Justice Project, "What is the Rule of Law?". <https://worldjusticeproject.org/about-us/overview/what-rule-law>

³⁴ John Mukum Mbaku, "Strengthening the Rule of Law in Africa By 2030," Foresight Africa, Brookings Institution, 2025, <https://www.brookings.edu/articles/strengthening-the-rule-of-law-in-africa-by-2030/>

de l'existence d'un système d'équilibre des pouvoirs qui garantit le respect des libertés civiles et des droits humains par tous. Lorsque la gouvernance du secteur de la sécurité est responsable et centrée sur les personnes, ces institutions et acteurs travaillent en complémentarité, dans le cadre d'un système solide d'équilibre de pouvoir, pour garantir que les forces de défense et de sécurité qui « détiennent et déploient les moyens de coercition au nom et pour la protection de la société tout entière, ... ne finissent pas par fonctionner comme une menace pour les mêmes éléments qu'elles étaient censées protéger en premier lieu ».³⁵

Il existe, par conséquent, toute une série d'institutions formelles et informelles qui doivent être engagées de manière cohérente et adaptative. Les institutions officielles de surveillance au niveau national (comme les parlements, les inspections, les médiateurs militaires, les commissions indépendantes de lutte contre la corruption et de défense des droits humains) jouent un rôle clé dans le contrôle des activités des forces de sécurité et de leur comportement à l'égard des citoyens ; les dirigeants civils devraient également être soumis à la surveillance de ces dernières ou d'institutions similaires. Les pratiques quotidiennes des agents de sécurité avec les citoyens ont également de l'importance, puisque chaque citoyen détenteur de droits est une partie prenante essentielle de l'État de droit. La surveillance locale de la gouvernance du secteur de la sécurité et de la gouvernance de la sécurité dans son ensemble dépend également du travail des organisations de la société civile, des médias, des autorités coutumières ou religieuses, des groupes de femmes et de jeunes, et des prestataires de sécurité non étatiques.

La nature des relations civilo-militaires (RCM) d'un pays influe également sur la capacité de l'État à assurer efficacement la sécurité humaine des citoyens. Les RCM portent sur la manière dont l'armée et la société qu'elle est censée protéger interagissent, généralement par le biais d'un accord négocié entre les citoyens, les autorités civiles et l'armée.³⁶ On peut dire que le plus grand défi consiste à résoudre le dilemme « qui garde les gardiens »³⁷ et à élaborer des voies permettant de concilier le désir du secteur de la sécurité d'agir selon les désirs des civils avec la capacité de ne faire que ce que les civils autorisent.³⁸ Dans la plupart des pays africains, l'un des principaux défis consiste à savoir comment favoriser des RCM saines, susceptibles de créer un environnement sûr propice à la sécurité des citoyens, à la création d'emplois, à la justice et à l'état de droit. On constate une régression alarmante de la démocratie et une recrudescence des coups d'État en Afrique, combinées à des dépenses militaires accrues et illimitées, le tout sans amélioration significative de la sécurité et de la sûreté des citoyens.³⁹ L'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique montre que les citoyens ont de moins en moins confiance dans les forces de sécurité.⁴⁰ Ces indicateurs démontrent des RCM de plus

³⁵ Adedeji Ebo, "Parliamentary Oversight of the Security Sector in West Africa: Addressing Democratic Governance Deficits," dans Adedeji Ebo et Boubacar N'Diaye, eds. *La Surveillance parlementaire du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest : Opportunités et défis*, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Genève, 2008 :7.

³⁶ Mackubin Thomas Owens, *US Civil-Military Relations After 9/11 : Renegotiating the Civil Military Bargain* (New York : The Continuum International Publishing Group, 2011), 13.

³⁷ Thomas Bruneau et Florina Christina Matei, "Towards a New Conceptualization of Democratization and Civil-Military Relations." *Démocratisation*. Vol 15(5) pp. 909 - 929, 2008.

³⁸ Voir Feaver, Peter D. 1996. "The Civil-Military Problématique: Huntington, Janowitz, and the Question of Civilian Control," *Armed Forces and Society*, vol. 23, no. 2, pp. 149-178 ; Kuwali, D. « [Améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique par le contrôle et la redevabilité](#) », [Bulletin de la sécurité africaine](#) n° 42, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 11 septembre 2023.

³⁹ Nan Tian, "A cautionary tale of military expenditure transparency during the great lockdown". SIPRI, 2020. <https://www.sipri.org/commentary/blog/2020/cautionary-tale-military-expenditure-transparency-during-great-lockdown>

⁴⁰ Voir <https://mo.ibrahim.foundation/iiag/2020-key-findings#kf1>

en plus problématiques, avec une intrusion militaire accrue dans la politique et le contrôle des civils. Cette tendance régressive a été exacerbée par la faiblesse de la surveillance civile du secteur de la sécurité et les lacunes en matière de connaissances, d'expérience et d'attitudes.

Il est urgent d'inverser cette tendance alarmante en Afrique, ce qui nécessitera de repenser, de renégocier, de réformer ou de transformer le cadre des RCM. Les cadres destinés non seulement à la réforme du secteur de la sécurité, mais aussi à sa bonne gouvernance, donnent l'occasion aux pays en développement ou aux démocraties consolidées, ainsi qu'à ceux qui sortent d'une dictature militaire, de forger de nouvelles RCM qui consolideront le contrôle civil démocratique du secteur de la sécurité et l'État de droit. Il a été démontré que le contrôle civil démocratique du secteur de la sécurité n'est pas suffisant en soi pour entretenir des RCM saines, car l'efficacité et l'efficience des militaires dans l'accomplissement des rôles et missions qui leur sont assignés sont également importantes.⁴¹ Dans l'ensemble, il est nécessaire de définir clairement les rôles et les missions des forces de sécurité, de prévoir des mandats et des ressources juridiques et pratiques pour des institutions et des pratiques de surveillance efficaces, et de s'engager à respecter les normes professionnelles et l'éthique au sein des services de sécurité.

Questions de discussion :

- Quelles mesures pratiques les pays africains peuvent-ils prendre pour promouvoir l'État de droit dans le secteur de la sécurité ?
- Les responsables du secteur de la sécurité en Afrique ont-ils intérêt à mettre en place des institutions démocratiques et civiles de contrôle qui favorisent l'État de droit ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Quelles sont les limites auxquelles les civils sont confrontés dans l'exercice du contrôle démocratique des forces militaires/ de sécurité dans votre pays/ région et comment pouvez-vous contribuer à remédier à ces limites ?
- Quels rôles spécifiques les organisations de la société civile peuvent-elles jouer dans la promotion de l'État de droit et le renforcement des RCM ?
- Qui sont les acteurs clés pour l'amélioration des relations civilo-militaires dans votre pays/ région et pourquoi ?

Lectures recommandées :

« Laisser Les Citoyens Et La Constitution Montrer La Voie », *Africa Defense Forum*, Africa Defense Forum, 1er janvier 2024.

- AN : <https://adf-magazine.com/2023/12/letting-citizens-constitution-lead-the-way/>
- FR : <https://adf-magazine.com/fr/2023/12/laisser-les-citoyens-et-la-constitution-montrer-la-voie/>

Christopher Day, Moses Khisa, et William Reno, "Rethinking the Civil-Military Conundrum in Africa." *Guerres Civiles* Vol 22(2-3) pp. 156-173, 2020.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13698249.2020.1736808>

Catherine Lena Kelly, « La justice et l'État de droit, pierres angulaires de la sécurité en Afrique. » *Centre d'études stratégiques de l'Afrique Éclairage*, 2021 :

⁴¹ Bruneau et Matei, *op cit*.

- AN : <https://africacenter.org/spotlight/justice-and-rule-of-law-key-to-african-security/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-justice-et-letat-de-droit-pierres-angulaires-de-la-securite-en-afrique/>

« Gouvernance du secteur de la sécurité : Appliquer les principes de bonne gouvernance au secteur de la sécurité. » *Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève*, 2015 :

- AN:https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_1_Security%20Sector%20Governance_0.pdf
- FR:https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_1_La%20gouvernance%20du%20secteur%20de%20la%20securite.pdf
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/msra-nssd-2021-alignement-ressources-strategies-nationales-securite-afrique/>

Séance 12 : Réponses régionales aux défis en matière de sécurité

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Examiner les stratégies et les bonnes pratiques pour atténuer les conflits, y compris la médiation, l'engagement diplomatique et la défense.
- Évaluer les forces et les faiblesses des politiques régionales de sécurité et de défense et des mécanismes régionaux pour les opérations de soutien de la paix afin de relever les défis régionaux en matière de sécurité.
- Examiner comment créer un consensus et renforcer les partenariats entre les CER, l'UA et les Nations unies en réponse aux défis de la sécurité régionale.

Contexte :

Les problèmes de sécurité régionale prédominants en Afrique transcendent les frontières politiques nationales. Les questions liées à la criminalité organisée transnationale, aux conflits violents, aux insurrections terroristes, aux migrations, à la prolifération des armes légères et de petit calibre et à la crise économique ont de profondes répercussions sur la sécurité. Compte tenu des éléments transnationaux de ces menaces, elles ne peuvent pas être traitées uniquement par des réponses nationales, mais par le biais d'une coordination et d'une coopération interétatiques.

Au cours des trois dernières décennies, les opérations de paix parrainées par les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA) et les communautés économiques régionales (CER) ont joué un rôle important dans la prise en compte des dimensions régionales de la paix et de la sécurité en Afrique. Cependant, elles ont été confrontées à des vents contraires importants ces dernières années. En raison des divisions au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, du manque de réussite des récentes missions multidimensionnelles de maintien de la paix et des questions concernant l'efficacité des Nations unies à répondre aux menaces transfrontalières et d'extrémisme violent en Afrique, aucune nouvelle mission majeure des Nations unies n'a été parrainée depuis dix ans. Bien que les Africains eux-mêmes assument une part croissante de la responsabilité de la gestion des conflits en Afrique, des inquiétudes subsistent quant à la mesure dans laquelle les acteurs régionaux possèdent les ressources, les capacités opérationnelles et la volonté politique nécessaires pour s'attaquer aux crises et aux conflits armés les plus importants de l'Afrique. Il est clair que l'architecture de sécurité régionale de l'Afrique se trouve à un tournant décisif.

D'autres moyens au-delà des opérations de paix incluent des initiatives régionales, par exemple le processus de Nairobi lancé en 2022 sous l'égide de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui cherche à utiliser le dialogue et la négociation avec toutes les parties prenantes concernées pour résoudre le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo. En outre, les mécanismes régionaux de sécurité et de défense, tels que le Système d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN), lancé en 2003, et, selon l'expérience de la Corne de l'Afrique, le Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN), créé en 2002, sont conçus pour prévenir les conflits.

Toutefois, les institutions et les mécanismes régionaux varient considérablement en fonction de la dynamique des dirigeants, des clivages politiques et culturels et du degré d'intégration. L'insuffisance des incitations politiques au niveau national pour intégrer les engagements et les

accords régionaux dans la planification de l'État, ou dans l'action, limite leur efficacité. Cette situation a affecté le dévouement aux opérations menées par les Nations unies et l'Afrique, ce qui s'est traduit par des capacités opérationnelles et expéditionnaires, une mauvaise intégration avec les efforts menés par les civils et une forte dépendance à l'égard des donateurs extérieurs. Des approches régionales innovantes qui s'adaptent à la nature changeante des conflits et aux nouvelles réalités géopolitiques seront essentielles pour avoir une meilleure sécurité. Par exemple, l'adoption de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les contributions obligatoires marque un tournant et pourrait être le point de départ d'une série de changements plus profonds entre les Nations unies et les partenaires africains en ce qui concerne la communication et la répartition des responsabilités.⁴²

Questions de discussion :

- Quelles sont les stratégies et les bonnes pratiques qui ont joué un rôle particulièrement important dans l'atténuation des conflits dans votre pays ou votre région ?
- Comment améliorer la collaboration entre l'UA et les CER, tant au niveau des organisations elles-mêmes qu'avec des partenaires internationaux tels que les Nations unies ?
- Dans quelle mesure votre CER est-elle efficace pour mobiliser les États membres afin de relever collectivement les défis de la sécurité régionale ? Veuillez partager quelques exemples de réussites et de défis.
- Les chevauchements entre les pays membres des CER aident-ils ou nuisent-ils à la capacité des CER à coordonner des réponses collectives aux problèmes de sécurité ?

Lectures recommandées :

Nate D. F. Allen et Nicole Mazurova. « Le partenariat entre l'Union africaine et les Nations unies est essentiel pour l'avenir des opérations de paix en Afrique », *Éclairage*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. 30 avril 2024. <https://africacenter.org/fr/spotlight/le-partenariat-entre-lunion-africaine-et-les-nations-unies-est-essentiel-pour-lavenir-des-operations-de-paix-en-afrique/>

"Eight Priorities for the African Union in 2025," International Crisis Group Briefing no. 205 (2025). <https://www.crisisgroup.org/africa/african-union-regional-bodies/b205-eight-priorities-african-union-2025>

"The Future of Peacekeeping, New Models, and Related Capabilities, United Nations Peacekeeping", Novembre 01, 2024. <https://peacekeeping.un.org/en/study-on-future-of-peacekeeping-new-models-and-related-capabilities>

Sanae Suzuki, "Exploring the roles of the AU and ECOWAS in West African Conflicts." *South African Journal of International Affairs* 27:2, 173-191, 2020. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1767193>

Bitania Tadesse, "The Role of African Multilateralism in the New Agenda for Peace," *International*

⁴² Rapport du Conseil de sécurité, Le financement des opérations de soutien à la paix de l'UA : Perspectives de progrès au sein du Conseil de sécurité, Rapport de recherche, avril 2023. <https://www.securitycouncilreport.org/research-reports/the-financing-of-au-peace-support-operations-prospects-for-progress-in-the-security-council.php>

Peace Institute Global Observatory, Septembre 2023. <https://theglobalobservatory.org/2023/09/the-role-of-african-multilateralism-in-the-new-agenda-for-peace/>

Mark Whitlock et Robert Muggah, "Reflections on the evolution of conflict early warning." *International Journal of Security and Development*, 10 (1), 2022.
<https://www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.857/>

Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix, « Rapport annuel 2021 : Adapter les approches résilientes et synergies à l'édification de la paix face à la 'nouvelle réalité' ». 2021 :

- AN : <https://wanep.org/wanep/annual-report-2021-adapting-resilient-approaches-and-synergies-to-peacebuilding-in-the-new-normal/>
- FR : https://wanep.org/wanep/wp-content/uploads/2022/03/Wanep-2021_French.pdf

Séance 13 : Tirer parti des relations bilatérales

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Identifier les différences entre les modèles d'aide à la sécurité extérieure.
- Explorer le rôle du leadership stratégique dans l'utilisation et la mise à profit de l'aide extérieure pour assurer une meilleure sécurité aux citoyens en Afrique.
- Étudier les liens entre l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale et la coordination efficace de l'aide à la sécurité.

Contexte :

Dans de nombreux pays africains, la sécurité est déterminée non seulement par les capacités nationales, mais aussi par des partenariats stratégiques extérieurs. L'une des principales caractéristiques du paysage sécuritaire actuel de l'Afrique est l'intensification de la concurrence entre les puissances mondiales. Les partenaires traditionnels tels que les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, ainsi que des acteurs émergents comme l'Inde, la Russie, le Brésil, le Viêt Nam, la Corée du Sud, les États du Golfe et la Turquie, ont considérablement accru leur engagement sur le continent. Ces nations considèrent l'Afrique à la fois comme une source essentielle de ressources naturelles et comme un marché commercial en expansion. Parallèlement, elles cherchent à renforcer leurs liens diplomatiques et leur influence au sein d'institutions multilatérales telles que les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA) et les communautés économiques régionales (CER).

Parmi ces partenaires, la Chine se distingue par la profondeur et l'étendue de ses relations en Afrique. L'implication de la Chine s'étend à de nombreux secteurs et s'inscrit principalement dans le cadre de son initiative « La Ceinture et la Route » (BRI), un programme mondial d'infrastructures et de politique étrangère. En 2022, 52 des 54 pays d'Afrique subsaharienne ont signé le protocole d'accord relatif à l'initiative BRI avec la Chine.⁴³ Cet engagement lie directement la sécurité du continent à la prospérité de la Chine, ce qui marque un revirement majeur par rapport à sa célèbre politique étrangère de non-ingérence dans les affaires intérieures. L'importance accrue accordée par la Chine à la sécurité s'explique par la nécessité de protéger les investissements contre les perturbations et les dommages causés par les conflits, et par le désir de renforcer sa réputation mondiale. Dans cette optique, le ministère chinois de la Défense nationale a organisé en 2018 le premier Forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité et a intensifié sa participation aux opérations de maintien de la paix des Nations unies.⁴⁴ Sur les quelque 2 500 soldats chinois engagés dans des missions de maintien de la paix de l'ONU, près de 85 % se trouvent en Afrique.

La Russie, en revanche, a poursuivi une stratégie moins conventionnelle. La recrudescence de l'extrémisme violent, des activités terroristes et des coups d'État en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale a donné à la Russie l'occasion d'étendre son influence par l'intermédiaire du groupe

⁴³ Xuewu Gu et al., "China's Engagement in Africa: Activities, Effects and Trends," *Center for Global Studies*, Juin 2022, https://www.researchgate.net/publication/361589142_China's_Engagement_in_Africa_Activities_Effects_and_Trends/citations

⁴⁴ Niall Dungun, "The Expanding Role of Chinese Peacekeeping in Africa." *Oxford Research Group*, 18 janvier 2018, <https://www.oxfordresearchgroup.org.uk/Blog/the-expanding-role-of-chinese-peacekeeping-in-africa>

Wagner, une société mercenaire obscure, qui a progressivement établi des partenariats militaires et sécuritaires traditionnels et stratégiques avec des pays d'Afrique de l'Ouest. Le sommet Russie-Afrique de 2023 a en outre mis en évidence l'intention de jeter les bases d'une coopération plus étroite, à un moment délicat compte tenu du retrait russe de l'initiative sur les céréales de la mer Noire la semaine précédente.

Si l'aide extérieure à la sécurité peut soutenir les pays africains, ce soutien peut être contre-productif s'il n'est pas aligné sur les priorités de sécurité nationale. Pour en tirer des avantages significatifs, les dirigeants africains doivent définir clairement les menaces qui pèsent sur leur sécurité, identifier les lacunes en matière de capacités et formuler des besoins spécifiques. De même, les partenaires internationaux doivent reconnaître que le succès de leur assistance dépend de l'harmonisation avec les stratégies nationales. Une stratégie de sécurité nationale (SSN) solide constitue un outil fondamental pour aligner l'aide extérieure sur les objectifs nationaux. L'élaboration d'une SSN complète peut aider les pays à mieux identifier leurs priorités en matière de sécurité et à aligner l'aide extérieure sur les besoins nationaux. En l'absence d'une telle stratégie nationale, les priorités dictées par les bailleurs de fonds risquent de prendre le pas sur les intérêts nationaux, compromettant ainsi les résultats en matière de sécurité à long terme.

L'aide extérieure à la sécurité devrait donc être fondée sur un partenariat authentique et durable (plutôt que sur le parrainage), sur des intérêts mutuels, sur les principes d'égalité souveraine et d'interdépendance de l'Union africaine, sur les valeurs africaines traditionnelles de partage équitable des charges et d'assistance mutuelle, et sur l'indivisibilité de la sécurité africaine.⁴⁵ Elle est d'autant plus efficace qu'elle repose sur une appropriation nationale et un cadre institutionnel solide et qu'elle est adaptée, alignée et appropriée aux besoins et aux intérêts nationaux. Les stratégies de sécurité nationale constituent en elles-mêmes un outil permettant de tirer parti des partenariats de sécurité extérieurs et de l'utilisation des ressources nationales afin d'améliorer la transparence, la responsabilité et la durabilité dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Questions de discussion :

- Quelle est l'importance de l'aide extérieure, en particulier de l'aide extérieure à la sécurité, dans votre pays/région ? Qui sont les nouveaux partenaires extérieurs en matière de sécurité et quelle est leur efficacité par rapport aux partenaires traditionnels ?
- Pensez-vous que l'aide extérieure en matière de sécurité a contribué à réduire et à combattre les menaces qui pèsent sur la sécurité de votre pays ou de votre région ? Veuillez donner des exemples.
- Comment les pays/institutions africains peuvent-ils coordonner au mieux les multiples offres de partenariat ? Veuillez donner des exemples.
- Comment votre pays/région peut-il/elle faire face à l'influence croissante de la concurrence des grandes puissances ? Comment votre pays/région peut-il mieux utiliser et tirer parti de l'assistance extérieure en matière de sécurité pour contribuer à la réalisation des priorités et des objectifs de sécurité nationale/régionale ?

Lectures recommandées :

Lina Benabdallah, "China-Africa military ties have deepened. Here are 4 things to know," *The Washington Post* Monkey Cage blog, Juillet 6, 2018,

⁴⁵ UA, 2004, Déclaration solennelle sur une politique africaine commune de défense et de sécurité, Addis : Union africaine.

<https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/07/06/china-africa-military-ties-have-deepened-here-are-4-things-to-know/>

Moderan, O. (2015). Political Leadership and National Ownership of Security Sector Reform Processes. Toolkit for Security Sector Reform and Governance in West Africa, 3.

<https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/SSRG-West-Africa-Toolkit-Tool-1-EN.pdf>

Paul Nantulya, « La solidarité en matière de paix et de sécurité: Le partenariat entre les pays nordiques et l’Afrique », Centre d’études stratégiques de l’Afrique, 29 novembre 2017,

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-solidarite-en-matiere-de-paix-et-de-securite-le-partenariat-entre-les-pays-nordiques-et-lafrique/>

Paul Nantulya, « Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l’Afrique (TICAD) – Favoriser la stabilité par la paix et la sécurité », Centre d’études stratégiques de l’Afrique, 22 août 2022,

<https://africacenter.org/fr/spotlight/conference-internationale-de-tokyo-sur-le-developpement-de-lafrique-ticad-favoriser-la-stabilite-par-la-paix-et-la-securite/>

Paul Nantulya, « La coopération entre l’Afrique et l’Inde, un point de repère en matière de partenariat », Centre d’études stratégiques de l’Afrique, 12 décembre 2023,

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-cooperation-entre-lafrique-et-linde-un-point-de-repere-en-matiere-de-partenariat/>

Watts, Steve. “Identifying and Mitigating Risks in Security Sector Assistance for Africa’s Fragile States”. Rand Corporation 2015.

http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR800/RR808/RAND_RR808.pdf

Lectures complémentaires :

Ismail, Olawale, et Elisabeth Skons, eds. Security Activities of External Actors in Africa. Oxford University Press, 2014.

<https://www.sipri.org/sites/default/files/files/books/SIPRI2014IsSk01.pdf>

Centre d’études stratégiques de l’Afrique, 2021. « Développement d’une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de consultation et de rédaction ». Pages 40-41 :

- AN : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies-2022-01.pdf>
- FR : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/Developpement-dune-strategie-de-securite-nationale-en-Afrique-Centre-dEtude-Strategiques-de-lAfrique-2022-01.pdf>

Séance 14 : Introduction aux institutions américaines, à la politique de défense et à la stratégie des États-Unis en Afrique

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Examiner les objectifs et les mécanismes de l'aide américaine à la sécurité en Afrique.
- Évaluer l'impact et l'efficacité de l'aide à la sécurité des États-Unis.
- Explorer le rôle du leadership stratégique dans l'utilisation et la mise à profit de l'aide extérieure pour assurer une meilleure sécurité aux citoyens en Afrique.

Contexte :

Le Département d'État américain est l'agence principale pour la coordination de l'aide étrangère des États-Unis et facilite la collaboration inter-agences par le biais de l'Office of Foreign Assistance (OFA). Cette coordination reflète un engagement de partenariat et de responsabilité partagée, reconnaissant qu'une paix et une sécurité durables en Afrique nécessitent des efforts de coopération entre les États-Unis, les gouvernements africains et les organisations régionales. En intégrant les efforts diplomatiques, de développement et de défense, le Département d'État gère un portefeuille complet de programmes d'assistance pour soutenir les initiatives de paix et de sécurité menées par les Africains sur l'ensemble du continent.

Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux et fonctionnels, notamment le Bureau des affaires africaines, le Bureau des opérations de conflit et de stabilisation et le Bureau de la démocratie, des droits humains et du travail, le Département administre des programmes qui renforcent les capacités du secteur de la sécurité en Afrique. Ces efforts soutiennent les missions de maintien de la paix, la lutte contre le terrorisme, la prévention des conflits, la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la promotion de la gouvernance démocratique, de la responsabilité et de l'État de droit. En mettant l'accent sur l'appropriation et la collaboration africaines, ces programmes garantissent une responsabilité partagée et une obligation mutuelle de rendre des comptes pour des résultats durables. Reconnaissant que les défis sécuritaires de l'Afrique dépassent souvent les frontières nationales, le ministère utilise des stratégies à la fois bilatérales et régionales. Les partenariats avec les institutions de l'Union africaine, les communautés économiques régionales (CER) et les cadres de sécurité multinationaux mettent en avant une approche collective qui s'appuie sur le leadership et les ressources régionales, parallèlement à l'aide apportée par les États-Unis.

Alors que le département d'État dirige la programmation de l'aide étrangère, y compris le financement de la réforme du secteur de la sécurité et la formation du personnel militaire étranger par le biais d'initiatives telles que le programme ACOTA (African Contingency Operations Training and Assistance), le Département de la guerre (DoW) sert de liaison principale avec les établissements de défense étrangers. Les partenariats entre les forces armées, les exercices conjoints et les programmes de renforcement des capacités du DoW complètent les efforts diplomatiques et de développement du département d'État, reflétant ainsi un engagement unifié en faveur du renforcement des capacités africaines en matière de sécurité. Cette approche collaborative met l'accent sur la transparence, la responsabilité et l'utilisation efficace des ressources. Elle reconnaît que la sécurité durable dépend d'un leadership et d'une appropriation forts de la part des Africains, les États-Unis fournissant une assistance qui respecte les priorités nationales et la dynamique régionale. Grâce à ce partenariat, l'aide américaine à la sécurité contribue à lutter contre l'extrémisme

violent, le crime organisé et les nouveaux défis géopolitiques sur le continent.

En 2007, les États-Unis ont créé le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) afin de consolider et de renforcer leur engagement militaire sur le continent africain. Avant la création de l'AFRICOM, les responsabilités pour l'Afrique étaient réparties entre trois commandements distincts : Le Commandement européen (EUCOM), le Commandement central (CENTCOM) et le Commandement du Pacifique (PACOM). La création de l'AFRICOM reflète l'importance stratégique croissante de l'Afrique pour les intérêts de sécurité nationale des États-Unis, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, de stabilité régionale et de protection des liens économiques et géopolitiques.

L'AFRICOM travaille en étroite collaboration avec les nations africaines et les organisations régionales pour promouvoir la stabilité et la sécurité sur l'ensemble du continent. Ses efforts se concentrent sur le renforcement des capacités nationales et régionales en matière de sécurité, sur la promotion du professionnalisme militaire et sur l'encouragement des principes de bonne gouvernance au sein des institutions de sécurité. Par le biais de divers programmes de formation, d'exercices conjoints et d'initiatives de partenariat, l'AFRICOM soutient les solutions mises en œuvre par les Africains pour relever les défis complexes auxquels la région est confrontée en matière de sécurité.

Efficacité de l'aide à la sécurité :

Les recherches sur l'aide américaine à la sécurité montrent que son efficacité varie considérablement en fonction de la nature et de l'approche de l'aide fournie. Il est de plus en plus reconnu que la sécurité durable dans les pays africains ne dépend pas seulement de la formation opérationnelle et tactique ou de la fourniture d'équipements militaires, mais aussi de la mise en place d'institutions de défense et de sécurité dirigées par des civils, représentatives sur le plan social, fondées sur le mérite et capables d'assurer une prise de décision stratégique indépendante.

Une aide à la sécurité efficace se caractérise par plusieurs facteurs essentiels, notamment « des contacts réguliers et intensifs entre les conseillers internationaux et le personnel de sécurité du pays partenaire ; un engagement à relativement long terme ; un suivi étroit des performances des forces de sécurité ; et l'intégration des efforts de formation et d'équipement dans une stratégie politique globale ». ⁴⁶ Historiquement, l'aide américaine à la sécurité qui présente ces caractéristiques a été la plus efficace pour réduire les conflits, les insurrections, le terrorisme et les pratiques gouvernementales abusives. Notamment, ces partenariats globaux ont souvent coïncidé avec la présence d'opérations de soutien de la paix des Nations Unies, qui fournissent un environnement propice à des efforts de sécurité intégrés.

Questions de discussion :

- Quels sont les éléments de l'aide à la sécurité des États-Unis et des politiques du département américain de la Défense à l'égard de l'Afrique qui vous semblent les plus significatifs pour vous et votre travail ?
- Les perceptions dans votre pays d'origine sont-elles différentes de ce que vous avez appris aujourd'hui ?

⁴⁶ Voir Stephen Watts et al, "Reforming Security Sector Assistance for Africa," RAND Corporation Research Brief RB-10028-OSD/AFRICOM, 2018, https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB10028.html

- En quoi les informations que vous avez apprises aujourd'hui changent-elles la façon dont vous allez faire votre travail ?
- Comment les dirigeants stratégiques et les responsables du secteur de la sécurité peuvent-ils exploiter et tirer parti de l'aide américaine à la sécurité pour promouvoir les priorités et les intérêts de la sécurité nationale en Afrique ?

Lectures obligatoires :

Aline LeBoeuf, « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise, et russe. » *Focus stratégique* 91, Institut Français des Relations Internationales, p. 17-18, 33-43 et l'annexe, 2019. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leboeuf_competition_strategique_afrique_2019_0.pdf